LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N°1680
du 13 au 19 septembre 2012

« Pour être un membre irréprochable parmi une communauté de moutons, il faut avant toute chose être soi-même un mouton. »

Albert Einstein

Rentrée dégueulasse

- La gauche donne des gages aux patrons — *page 3*
- La spéculation affamera-t-elle la planète ? — *page 9*
- Les travailleurs d'Espagne ne veulent pas payer la crise — *page 10*
- Peut-on changer le monde en détruisant la Terre ? — *page 17*

M 02137 - 1680 - F: 2,50 €

SAINT-IMIER 2012 : AMBIANCE

Sommaire

Actualité

Patronat et social démocratie, par G. Goutte, *page 3*
Des fachos dans le Gard, *page 4*
La bêtise n'a point de cesse, par P. Schindler, *page 5*
Une météo syndicale de rappel de J.-P. Germain, *page 6*
Un expert sarkozyste de moins, par M. Silberstein, *page 7*
La chronique néphrétique de Rodkol, *page 8*
Spéculation alimentaire en vue, par P. Sommermeyer, *page 9*
La crise est une carotte, par R. Pino, *page 10*

International

Saint-Imier, atmosphère, atmosphère, par H. Lenoir, *page 12*
Communiqué de soutien aux Biélorusses, *page 14*
Mujeres libres, par R. Pélagie, *page 15*

Arguments

Chronique obscurantiste du Furet,*page 16*
Homme Vs Nature, par J.-P. Tertrais, *page 17*

Expressions

À la conquête du pain, par André, *page 19*

Mouvement

Un repas citoyen, par Tristan, *page 21*
Le Chiendent orléanais, par L'éléphant sage, *page 22*
Radio libertaire, *page 22*
Agenda, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Jokoko, Krokaga, Slo, Riri, Némo

Tarifs — France et étranger
(hors-série inclus)

3 mois, 12 n° ○ 25 €
6 mois, 25 n° ○ 50 €
1 an, 45 n° ○ 75 €

Règlement à l'ordre des publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

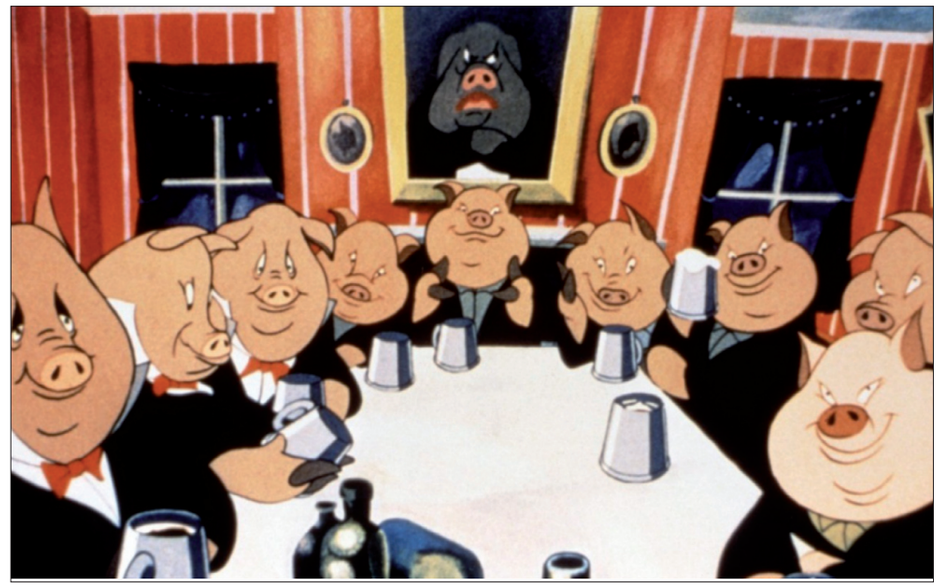
Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 n° ○ 95 €

Pour les lecteurs, 90 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe mensuelle (plus de 15 euros), nous vous demandons de libeller vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0401 0026 1800 363)
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Editorial

Sans psalmodier comme la droite, en de piteux titatas, que Hollande n'a rien fait pendant ses « 100 jours », sans évoquer, sournoisement comme *Canal +*, un gouvernement « canard » qui multiplie les couacs, force est de constater que l'équipe aux manettes depuis peu n'a guère brillé pendant cet été. Elle se prend, dirait-on, les pieds dans la moquette des promesses électorales. Pourtant le nombre de pauvres en augmentation, le salaire moyen par ménage en baisse, les trois officiels millions de chômeurs, tous ces chiffres attestent des forfaits d'une droite décomplexée et virée de justesse. La relève jusqu'à présent ne vaut guère mieux. La chasse aux pauvres, les constats amers et les pas de clercs devant Patrons, Fric et Finance, s'accumulent : Émeutes urbaines d'Amiens, ces « résistances à la dépossession » réduites au flashball, saccage du CREA appuyées par les lourdes sanctions des juges aux ordres, déportations des Roms comme au bon vieux temps de Guéant, impasse dans les conflits sociaux dont PSA malgré les tartarinades de Montebourg, prises de position d'un Chérèque, réducteur en grande forme des salaires à la CFDT, impôts sur les riches et les spéculateurs revus à la baisse etc. Comme le *Canard enchaîné* le rappelle, Peillon enfourche le bidet de la morale à l'école, on reprend allègrement les forages pétroliers en Guyane, Ayrault remet en question les limitations à l'exploitation des gaz de schiste, Batho appuie le futur aéroport de Notre-dame-des-Landes, Montebourg, encore lui, fait la nique aux écolos en déclarant que le nucléaire est « une filière d'avenir »… Y'a pas à dire le Pouvoir les rend pragmatiques, ces rosâtres réformistes. Eux aussi se cachent derrière La Crise. Un peu de sérieux : cette fameuse crise, c'est l'appétit des marchés, les conneries des banques qui l'ont instaurée et ce ne sont pas de vagues promesses de « croissance » qui vont y changer quelque chose. Le capitalisme comme fin de l'Histoire, l'économie de marché, l'égoïsme érigé en religion, le réformisme tremblotant, la croâssance, cette ultime utopie condamnée par la surpopulation et des ressources en épuisement, c'est râpé ces trucs et manigances… le vrai changement est ce que les anarchistes proposent dans le désert depuis longtemps, autogestion, communalisme, fédération, et c'est eux qu'on traite d'utopistes !



La Ferme des animaux, dessin animé d'après Orwell

Camarade, ne t'étonne pas si ton patron adhère au PS

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Nous n'avions absolument aucune illusion sur la victoire du socialisme parlementaire à la dernière élection présidentielle, et il n'aura pas fallu longtemps pour que nos certitudes se voient confirmées. L'épisode des expulsions *manu militari* des campements de Roms – similaire en tous points à celui qui suivit le discours de Grenoble du précédent manitou, la véhémence de l'opposition en moins (certains socialistes bon teint ayant cru judicieux de se taire pour ne pas entraver l'implacable marche de ses leaders fraîchement élus) – témoigne à lui seul que le changement tant annoncé ne viendra pas. La xénophobie d'État, si elle évite désormais les envolées haineuses des Hortefeux, Besson et compagnie, n'en demeure pas moins un des rouages du système et continue de trouver dans les flics ses plus fidèles exécutants. Rien de surprenant, néanmoins, le pouvoir socialiste ayant déjà donné la preuve, il y a quelques années, de ses velléités xénophobes.

Le socialisme sans le social

Mais du côté du travail, les festivités ne sont pas non plus pour demain. Malgré les promesses tous azimuts de l'ex-candidat et nouveau président pendant la campagne électorale, les travailleurs de Florange, Fralib et PSA sont toujours dans l'attente d'un « sauvetage ». Et ils ne sont pas les seuls. Qu'il soit bleu ou rose, le capitalisme se construit toujours sur la même logique – celle de l'exploitation – et les travailleurs sont, de fait, toujours les victimes. Et ce n'est pas un changement de souverain qui renversera la donne. La preuve, ci-dessous.

À Florange, dans les hauts fourneaux d'Arcelor Mittal, la situation piétine. La mission interministérielle commandée en juin dernier a fourni ses conclusions fin juillet, affirmant que le site de Florange était « *viable, fiable et rentable* », bien que nécessitant un investissement d'environ 450 millions d'euros. Mais, depuis, le gouvernement s'est fait discret et l'on attend toujours la suite. Certains travailleurs du site craignent l'essoufflement et, mardi 28 août dernier, le site Internet de la CFDT Florange écrivait : « *Nous craignons, dans les semaines à venir, des annonces de la direction concernant nos outils et nos emplois. Aujourd'hui, plus que jamais, soyons mobilisés. L'avenir de nos emplois en dépend.* » Et ces craintes ne sont pas infondées, loin de là : fin août, nous apprenions que les 25 travailleurs de Ondeo, entreprise sous-traitée par Arcelor Mittal pour le traitement des eaux du site, allaient être licenciés d'ici à quatre mois…

Chez les Fralib de Gémenos, les choses bougent un peu, mais on est bien loin du sau-

vetage promis. Suite à la rencontre avec le gouvernement en juillet, Marseille Provence Métropole a annoncé, jeudi 2 août, l'acquisition du terrain, des bâtiments et des équipements, conformément à ce qui avait été prévu (l'appropriation publique des moyens de production). Mais la direction d'Unilever refuse toujours de donner la marque Éléphant aux anciens salariés qui souhaiteraient se lancer dans l'aventure de la coopérative, solution alternative qu'ils portent depuis des mois pour sauver leurs emplois. Et, pendant ce temps, le géant de la consommation s'efforce tant bien que mal de redorer son blason en se donnant une image « sociale ». Il a ainsi annoncé, fin août, sa volonté de réduire les quantités par paquet afin de diminuer les prix… La presse hexagonale s'est d'ailleurs honteusement fait le relais de cette campagne en offrant au groupe des espaces de publicité… gratuits !

À PSA, le temps n'est pas non plus au beau fixe. La direction a annoncé la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, pour 2014. L'usine de Rennes, quant à elle, perdra 1400 salariés. Le 14 juillet, en pleine fête nationale, François Hollande affirmait que « *l'État ne laisserait pas faire* » et que le plan social proposé par la direction était « *inacceptable* »… Mais rien d'autre. *Nada*. Silence quasi total depuis la mi-juillet, après quelques réunions par-ci par-là avec les syndicats et le patronat. Mais qu'importe, les syndicalistes de la boîte ont bien l'intention de se battre jusqu'au bout pour obtenir la suppression des plans de licenciements, même si, pour l'heure, la grève de rentrée n'est pas encore décidée. Dans une interview donnée à *L'Humanité*, un ouvrier comparait cette lutte à une guerre et insistait sur la nécessité, pour les salariés, de s'organiser : « *Une armée, ça s'organise, on ne part pas à la guerre la fleur au fusil !* » Tout récemment, sur le plateau du Grand Journal, Jean-Pierre Mercier, délégué CGT chez PSA Aulnay, insistait également sur la nécessité de faire converger les luttes ouvrières actuelles. Après avoir remis à sa place l'infâme imbécile Nadine Morano, il déclarait : « *On va proposer aux salariés de se rassembler dans la cité des 3000, à Aulnay, cité emblématique, avec la participation des syndicats d'Air France, des syndicats de Sanofi parce qu'on est tous dans le même bain, il faut absolument qu'on se défende tous, tous ensemble.* »

Quand les chiens rencontrent les maîtres

Mais sans doute les choses iraient-elles un peu plus vite et seraient quelque peu plus favorables aux travailleurs si le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, n'était pas occupé à flirter avec le patronat. Sa récente rencontre avec ce dernier lors de l'université d'été du Medef, le 29 août dernier (une première, pour un Premier ministre, depuis 1998), a d'ailleurs le mérite de ne pas brouiller les pistes. Assurant que le gouvernement socialiste n'entendait pas « *ajouter de nouveaux freins à la conduite des entreprises* » et s'affichant tout sourire avec Laurence Parisot, il a clairement témoigné sa volonté de ne pas brusquer ces employeurs, déjà bien soucieux de la victoire du drapeau rose. La patronne des patrons a même avoué avoir « *apprécié la visite et le discours du Premier ministre* »… (Et quand la présidente du Medef se dit satisfaite des causeries de quelqu'un, il y a bien peu de chance que ces causeries prédisent un avenir radieux pour les travailleurs.) Et le flirt n'a pas été le seul fait de Jean-Marc Ayrault puisque, sur trois jours, onze ministres sont allés dire bonjour au Medef, non sans manquer de courbettes et de paroles rassurantes…

Pour conclure cet article, je laisserais la parole à Jean Jaurès qui, dans un discours adressé à la Chambre des députés en 1883, expliquait sa conception du socialisme et du rapport de ce dernier au système républicain. « *C'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-la donc devant vos gendarmes !*[1] » La pensée de Jaurès est certes bien loin de notre socialisme anarchiste, d'une économie gérée par les organisations syndicales, d'une société débarrassée du patronat et de l'État, mais ce texte a tout de même le mérite de pointer le décalage entre les deux socialismes. Et de montrer comment le temps, l'Histoire, peuvent radicalement bouleverser une idée, jusqu'à en faire le contraire de ce qu'elle était à l'origine.

G. G.

1. Jean Jaurès, *Rallumer tous les soleils*, Édition Omnibus, 2006, page 194.

Sumène (Gard)

Exactions fascistes

Le 5 septembre 2012, près de 120 personnes se sont rassemblées à Sumène (Cévennes gardoises, 1600 habitants) pour rendre visibles l'émotion et l'inquiétude qui découlent d'agressions verbales et physiques de la part d'individus se revendiquant du Bloc identitaire et du FN à l'encontre de personnes considérées comme des antifascistes. Lors de la fête votive estivale ou à l'occasion d'une altercation avec des clients d'une pizzeria du village, les militants fascistes ont montré leur version d'une société d'ordre et de justice, à coups de barre de fer, d'insultes et d'embuscade même, au domicile d'une personne. Les « identitaires » de la Ligue du Midi bénéficient localement d'une implantation à Saint-Julien-de-la-Nef où réside une figure régionale de ce mouvement. Ce triste sire y a ouvert un lieu qui permet de rassembler régulièrement ses militants. D'autre part, une récente implantation du FN à Sumène, confortée par un score important aux dernières élections, ajoute aux tensions avec les opposants locaux. Pour l'instant, l'objectif des antifascistes est de déposer des mains courantes auprès de la gendarmerie locale, et interpeller les élus au moyen de rassemblements d'information à la population de Sumène.

Correspondant local

La connerie ne prend jamais de vacances

et surtout pas en été

Le cardinal André XXIII a proposé une « prière nationale pour les fidèles », demandant aux croyants catholiques de prier « pour celles et ceux qui ont été récemment élus pour légiférer et gouverner »

Il ne faut pas croire que, en été, il ne se passe rien ! Au contraire, c'est justement durant cette période creuse qu'on peut juger notre société à la grosseur de ses épluchures…

Commençons par la nouvelle estivale, peut-être la plus importante. Qu'on en juge : la première compagne de France, Valérie Trierweiler, a tenté d'empêcher la publication par *VSD* d'une photo la montrant en maillot de bain aux côtés de François Hollande sur la plage du fort de Brégançon. Ses avocats ont mis en garde les autres titres de la presse française. Avec le nouveau couple présidentiel « normal », un cycle de vache maigre est donc à prévoir pour les paparazzi de la presse *people* !

Pour continuer sur le registre lourd de conséquences sociales, une kinésithérapeute a dénoncé sur son blog, cet été, le manque de respect envers les malades. En effet, les chemises d'hôpital laissent trop souvent entrevoir les fesses des patients. Une médecin a aussitôt lancé en ligne une pétition ayant obtenu 10 000 signatures et attiré l'attention de la ministre de la Santé. Pour en avoir porté, il est vrai que le tissu de ces blouses n'est pas des plus confortables, mais si, à présent, on ne peut plus, lorsque l'on est hospitalisé, soigner son ennui en regardant les fesses des beaux garçons sous prétexte que cela nuit à leur dignité, il n'y a plus qu'à se laisser mourir !

Question dignité, l'Église a également ramené sa fraise le 15 août à propos du projet du nouveau gouvernement sur le mariage gay. Le cardinal André XXIII a proposé une « *prière nationale pour les fidèles en la fête de l'Assomption* », demandant aux croyants catholiques de prier « *pour celles et ceux qui ont été récemment élus pour légiférer et gouverner ; que leur sens du bien commun de la société l'emporte sur les requêtes particulières… Pour que les enfants et les jeunes cessent d'être les objets des désirs et des conflits des adultes et bénéficient pleinement de l'amour d'un père et d'une mère* ». C'est beau comme du Saint John Perse ! Et Mgr Bernard Podvin d'expliquer, au micro de France Inter, que « *cette opposition au mariage homosexuel ne relève pas seulement de l'Église. C'est une question au sens sociologique, anthropologique du terme. Il y a profondément un choix de civilisation qui concerne le modèle familial comme la fin de vie* ». Faisant écho aux propos prononcés par un autre joyeux drille de l'armée des culs-bénis, Mgr Michel Aupetit a déclaré : « *Il ne convient pas que, au nom d'un individualisme exacerbé, on crée une loi pour chaque catégorie de personnes. Sinon, pourquoi pas la polygamie ? L'inceste ? L'adoption d'un enfant par un frère et une sœur ? Pourquoi pas, en effet, "puisqu'ils s'aiment", pour reprendre l'argumentation des partisans du mariage homosexuel ?* » C'est reparti comme au bon vieux temps du Pacs. Et si nous, anarchistes, n'en avons rien à battre du mariage, la question inquiète les curés. En effet, ce ne seront pas les gays stériles mariés qui pourront leur fournir leur quota de petits croyants à tripoter dans les coins sombres de leurs églises !

Plus grave pour terminer, toujours cet été, malgré ses promesses, Valls a marché sur les traces de Guéant en organisant des vols charters pour la Roumanie et en multipliant le démantèlement de campements de Roms (Lille, Lyon, etc.). Pour se défendre, la Place Beauvau a répliqué aux associations qui dénonçaient les faits que « *des élus de gauche comme de droite réclament l'évacuation des camps illicites, en particulier face à la demande pressante et légitime des populations et à une réalité de terrain difficile* ». Les gouvernements passent, les saisons aussi, mais la chasse aux sorcières, elle, reste toujours ouverte, tandis que les cons perdurent !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Paris libéré, anarchistes arrêtés !

Pour commémorer l'entrée dans Paris, le 24 août 1944, des premiers libérateurs espagnols de la 9e compagnie de la 2e DB «la Nueve», qui comptait parmi elle de nombreux anarchistes, des militants de différentes organisations libertaires avaient décidé de se joindre à la cérémonie du 25 août à l'Hôtel de Ville de Paris, derrière des drapeaux rouge-et-noirs et noirs. Mais c'était compter sans la présence de François Hollande qui déposait ce même jour une plaque en l'honneur de la Nueve. Du coup, la police est intervenue, a repoussé puis arrêté quinze militants de la FA, un camarade d'AL et deux passantes. Ils sont restés quatre heures au commissariat, sous prétexte que seuls les drapeaux tricolores étaient acceptés à la cérémonie. C'est beau une gôche qui reprend les commandes !

16e anniversaire de l'évacuation de Saint-Bernard

La première manifestation unitaire des sans-papiers depuis l'élection de François Hollande a réussi à mobiliser environ 5000 personnes, dont des militants de la FA, qui ont défilé entre République et l'église Saint-Bernard pour commémorer le seizième anniversaire de son évacuation.

Sport à voile (et à vapeur…)

Depuis l'acceptation des femmes voilées aux Jeux olympiques, on a pu lire un peu tout et n'importe quoi, aussi bien sur Internet que dans la presse. Les identitaires se sont déchaînés, employant parfois des arguments qui

Météo syndicale

Au début du siècle dernier, époque où la CGT incarnait le syndicalisme révolutionnaire pionnier… « *Qu'est-ce qu'un syndicat ? C'est la réponse moderne qu'ont adoptée les ouvriers pour s'entendre et se grouper afin de lutter contre leurs exploiteurs en vue de défendre et d'améliorer leur situation matérielle et morale.* » Ainsi commençait l'*A-B-C syndicaliste* de Georges Yvetot[1]. La parution, en 1909, de cette brochure de propagande imprimée à l'Émancipatrice (Paris, XIVe arrondissement, rue de Pondichéry), outre une exhortation militante à la syndicalisation[2], contenait, entre autres, les statuts type d'un syndicat.

Prenons un bel exemple récent de la désunion syndicale. Il y a quelque temps, un hebdomadaire se voulant à la fois dans le *people* (donc les «photos-documents») et le pseudo-social questionnait le vieux François Chérèque, secrétaire général de la CFDT. Il lui posait une question post-électorale traditionnelle, à savoir : « *La CGT et FO demandent un Smic autour des 1 700 euros, et vous ?* » Réponse du fils de son père[3] (ancien permanent syndical de la même boutique) : « *Ils croient même pas à ce qu'ils demandent.* […] *Ils savent très bien que c'est inatteignable…* »

Quand un des haut-parleurs de l'ennemi de classe désigne ainsi par ricochet ceux qui le gênent, cela pourrait provoquer un sursaut unitaire, non ? Que voit-on à l'horizon syndical de la rentrée ? Une journée de mobilisation générale des Unions régionales de retraités, le 11 octobre. Pourquoi pas mais, chez les actifs, tout baigne-t-il vraiment ? De plus, il y a tout le monde (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa…), sauf Force ouvrière ! On aimerait avoir été dans les discussions qui ont mijoté tout ça pour avoir l'explication de la stratégie syndicale.

Nous refaire le coup du «à l'initiative de la seule CGT» en faisant un pas de deux avec le partenaire social docile de tous les pouvoirs publics, on aimerait comprendre. À moins que les problèmes de succession à la centrale de Montreuil réduisent le cerveau confédéral à la gestion de la boutique façon PME…

Il y a heureusement d'autres choses plus revigorantes, comme la lutte estivale des travailleuses et travailleurs de Fralib, comme la liquidation de Doux contestée devant la justice par les élus FO et CGT. On vous en causera dans les prochaines semaines !

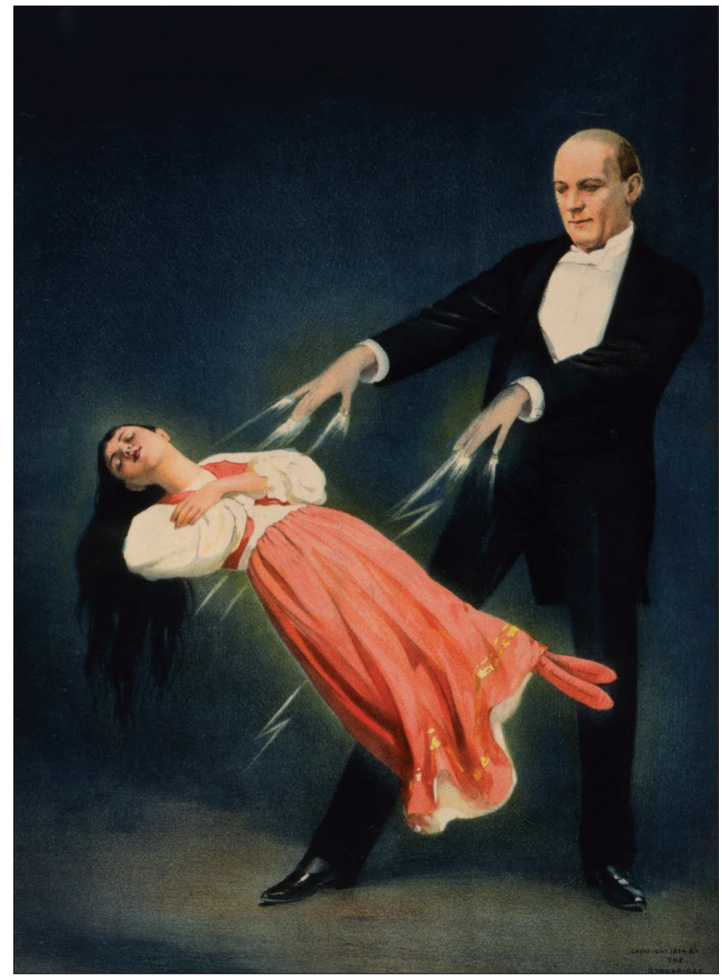
Jean-Pierre Germain

1. Georges Yvetot (1868-1942), ouvrier typographe puis correcteur d'imprimerie, fut une figure marquante des débuts de la CGT. En 1901, il est secrétaire général de la Fédération des Bourses du travail et secrétaire adjoint de la CGT. Emprisonné à plusieurs reprises, comme d'autres responsables de la confédération. L'entre-deux-guerres le verra surtout sur le front antimilitariste. En 1942, il présida le Comité ouvrier de secours immédiat, sous le contrôle des Allemands… Il était malade et dans la misère, il mourra en mai de la même année.
2. C'est influencé par Pelloutier que Yvetot vint à l'anarchisme. On relira la *Lettre aux anarchistes* du fondateur des Bourses du travail…
3. Jacques Chérèque, devenu préfet puis ministre de Rocard à l'aménagement du territoire (de 1988 à 1991), qui avait déclaré suite à la casse de la sidérurgie en Lorraine : « *Il faut retirer les hauts-fourneaux de la tête des sidérurgistes lorrains.* »

PAVÉ D'ANAR avec SABIA ET MAZOCH KROKAGA

Bauer *out* !

Le Sarkozystan perd un de ses pions



Le surmédiatique Alain Bauer, autoproclamé « criminologue », ami et conseiller de Nicolas Sarkozy, débonnaire propagandiste télévisuel de la bonne parole gouvernementale en matière de sécurité (du temps de Guéant et compagnie), vient de se prendre une grosse baffe. Eh oui, Sarkozy n'est plus, et certaines de ses taches de gras sur la nappe à carreaux de la République vont faire la dure expérience de la paille de fer…

Bauer fait partie de la petite poignée d'« experts » et d'intellectuels de cour qui encombrent télés, radios et journaux, complaisamment sollicités pour dire « kommensamarche et koikifaufaire » au bon peuple. Yves Calvi, animateur de l'émission *C dans l'air* sur la chaîne de « service public » France 5, l'invite à qui mieux mieux et quand ce n'est pas Alain Bauer, c'est Xavier Raufer qui y tient le crachoir sécuritaire. Les deux hommes sont des proches, les deux faces de la même médaille. Raufer, également autoproclamé « criminologue » et « expert en terrorisme », est connu pour ses idées relevant de la droite la plus dure (malgré une atténuation tactique de ses années passées à Occident et à Ordre nouveau et sa proximité d'antan avec les revues *Élite européenne* et *Défense de l'Occident*) et pour son obsession : la collusion du banditisme et du terrorisme international. Pour ne mentionner que deux faits récents à son sujet, sa participation active et motivée en février 2011 à un débat organisé par une organisation liée au Vlaams Belang, parti d'extrême droite flamand ; sa défense d'Éric Zemmour, condamné pour provocation à la discrimination raciale.

Mais cette valorisation médiatique (sans doute lucrative car servant notamment à faire vendre leurs nombreux livres et à auto amplifier leur légitimité : si on les voit à la télé, c'est qu'il sont « crédibles », s'ils sont « crédibles », on les invite davantage, etc. – effet boule de neige) ne suffit pas à nos deux défenseurs de la veuve et de l'orphelin. Il leur faut aussi devenir des autorités académiquement reconnues du domaine dont ils se sont fait les hérauts, une criminologie visant à faire admettre que l'insécurité de basse intensité est partie liée à la criminalité organisée, au terrorisme, à la géopolitique des conflits de « civilisations », réclamant par conséquent un arsenal répressif à la hauteur. Ce n'est pas sans ironie que, comme le rappelle le sociologue Laurent Mucchielli, Raufer a pu signer des papiers, dans *Valeurs actuelles* par exemple, d'un ronflant « professeur de criminologie à l'université Paris 2 », se rendant de fait hors la loi, puisque usurpant un titre universitaire qu'il n'avait pas.

Pour atteindre ce but, il fallait manœuvrer pour que le Conseil national des universités (CNU), l'instance décisionnaire en la matière, intègre la criminologie dans les disciplines enseignées en tant que telles à l'université, pour lesquelles il faut donc recruter des enseignants, donc créer des postes… auxquels ils auraient pu prétendre. Le Sarkoland fut le moment d'aubaine de ce dessein égotique. Bauer avait l'oreille attentive du grand chef des flics de France. Et, en mars 2009, un décret présidentiel nomme Bauer professeur de « criminologie appliquée » au Conservatoire national des arts et métiers. Une première en France. Mais c'est encore insuffisant, il faut que tout cela soit revêtu du vernis de scientificité auquel aspirent les aspirants à une criminologie d'État. Le problème est qu'il existe un décalage énorme entre la notoriété médiatique et le soutien politique accordé à ce petit monde et la reconnaissance par les milieux universitaires sérieux, qui ne veulent pas valider les gesticulations sécuritaires de ce que Mathieu Rigouste appelle la « *bande à Bauer* »[1]. Qu'à cela ne tienne, en mars 2012, Laurent Wauquiez, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, petite voix de son maître, a imposé une section « Criminologie » au CNU. Le changement politique de mai 2012 n'a pas laissé le temps d'en profiter aux bénéficiaires de cette magouille, puisque le ministère vient de supprimer cette section indue.

Gageons toutefois que Yves Calvi et François Taddei – qui lui aussi invite fréquemment Bauer et Raufer dans son émission sur France 3 –, au nom de la sacro-sainte liberté d'expression, leur offriront « l'asile politico-médiatique » sur les plateaux de la télévision d'État.

Marc Silberstein
Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

1. M. Rigouste, *Les Marchands de peur, la bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Libertalia, 2011.

Sources : le site de Laurent Mucchielli (laurent-mucchielli.org). Voir aussi son interview (« Contre les Diafoirus de la délinquance ») dans *Le Monde libertaire* hors série n° 43, décembre 2011-février 2012.

pourraient être les nôtres. Méfiance donc… De son côté, la gôche dite « tolérante » a dit que mieux valait accepter les femmes voilées aux JO plutôt qu'elles ne restent enfermées chez elles. Aussi quelle bonne surprise de tomber sur le site de l'*Huma*, sur une rubrique dans laquelle Nina Charlier, responsable du secteur femmes du syndicat national de l'Éducation physique a remis les pendules à l'heure : « La concession faite par le CIO et autres (la Fifa) à propos du port du voile, sous couvert d'une vision compassionnelle de la situation de ces femmes, comporte plutôt les germes d'une nouvelle régression », selon Nina Charlier, qui rappelle que « le port du voile est une domination imposée aux femmes. Une interdiction qui en appelle toujours d'autres. » Que rajouter ?

Lieu de vie expulsé à Toulouse

La police vient d'expulser le CREA-CSA de Toulouse où vivaient 40 personnes dont 15 gamins depuis avril 2011, ayant transformé un bâtiment vide en bâtiment vivant. Vrai lieu de vie, il abritait un centre social autogéré avec des activités, des ateliers, une piscine, un lieu de rencontres, de concerts, un lieu d'organisation, de solidarité et d'entraide. Et aujourd'hui pour les résidants du 70, allée des Demoiselles c'est : « Plus de maison, plus de toit, ce soir : démerde toi ! »

Le ridicule ne tue pas

Le procureur de la République de Saint-Nazaire a requis un an d'interdiction de manifester à Notre-Dame-des-Landes et 80 jours-amende à 10 euros à l'encontre de Sylvain Fresneau, cet opposant au projet d'aéroport existant dans cette commune. Son tort ? Avoir commis, lors d'une manifestation « des faits de violences contre les gendarmes avec usage ou menace d'une arme, en l'espèce un tracteur. »

Jeudi-noir en colère festive

D'après les résultats d'une enquête UFC-Que choisir, chaque année dans toutes les grandes villes de France, de vraies-fausses agences immobilières font payer entre 150 et 400 euros à des étudiants et jeunes précaires pour consulter des annonces périmées, déjà louées, sans la moindre garantie de résultat. Samedi, le collectif Jeudi-noir a investi l'agence Bon Appart dans le 3e arrondissement de Paris. Après avoir affiché sur les vitres, les mêmes petites annonces que l'on trouve dans la

Chronique néphrétique

Fossiles vivants ?

Soit une réunion départementale où l'on discute pendant une journée du fonctionnement d'un syndicat. Les attributions, les décharges horaires, le matériel d'adhésion, les commissions ceci ou cela, les réunions ici, là-bas, à Paris. Normal, me direz-vous ? À la fin de la journée, compte rendu du congrès, national celui-là, qui s'est déroulé quelques semaines plus tôt, où l'on décrit motions, prises de becs et noms d'oiseaux. Constructif ! À tel point qu'il faudra refaire un congrès extraordinaire pour finir d'écluser le stock d'amendements… Mais sur la situation économique ? politique ? Les conséquences sur les conditions du militantisme sur le terrain ? Les perspectives ? La stratégie ? Rien ou pas grand-chose. « Ah oui c'est vrai, on n'en a pas beaucoup parlé… »

C'est un exemple parmi d'autres : j'ai l'impression de vivre cela depuis des années, un peu partout.

Mais alors ? Qu'arrive-t-il à ces regroupements militants ? On assure le fonctionnement. Il y a des fonctions et cela « fonctionne », comme en vase clos, dans une bulle. Pas pontificale, mais pourtant… Il y a un cérémonial, des accessoires (drapeaux, banderoles, badges ; graphiques et PowerPoint…), un décorum, un protocole, des traditions transmises, comme leur nom l'indique, à des individus attachés à leur sauvegarde et à celle d'un appareil. Évidemment, très vite, la sauvegarde de l'appareil peut se transformer en sauvegarde des intérêts et avantages de ceux qui s'identifient à l'appareil, mais n'allons même pas jusque-là. Il n'est pas question ici de dénoncer des privilèges ou des passe-droits, des petits pouvoirs qui deviennent gros si…

Je m'interroge seulement sur la faculté qu'ont des gens réunis par un intérêt commun à créer un outil puis, rapidement, à ne plus penser qu'à cet outil. Pour celui qui débarque, nouvellement gagné, elles semblent oubliées, les idées qui mobilisèrent au départ, qui incitèrent au regroupement des volontés, des énergies. Comme s'il était établi que tout le monde est d'accord, ayant adhéré sur les mêmes bases, les mêmes principes. Et que cela ne bougerait plus.

Bien sûr, il est normal d'assurer la pérennité d'une structure, de donner une stabilité matérielle à des idées, d'organiser le quotidien, de mettre en place des moyens humains, financiers qui garantissent une autonomie, etc. On s'y sent bien, entre nous, un peu à l'abri. Mais à ne pas « causer idées », on ne doute plus, on s'encroûte. On fige, on meurt. Oh, ce ne sont pas forcément les militants qui disparaissent ! Ils ont même la capacité de se reproduire… C'est le flux d'idées qui s'épuise, la créativité, l'invention. C'est la fossilisation.

Il existe ce que l'on nomme parfois des « fossiles vivants », des « relictes », qui sont associés à des niches, habitats limités, stables, qui jouent un rôle conservateur. Mais les aires relictuelles correspondent à des populations en déclin, en « déphasage » avec les autres aires et espèces en pleine vigueur. Certaines espèces franchissent ainsi des millions d'années. Mais elles sont incapables lors de grands bouleversements de survivre hors de leur aire relictuelle.

Or les temps à venir vont exploser l'existant – cela a déjà commencé depuis… –, des problèmes inédits vont se poser, les frontières idéologiques en seront chamboulées. Vous voyez le genre de question qui me hante : sommes-nous des relictes ?

Cependant, toutes les espèces liées à un habitat spécialisé, relictuel, ne sont pas pour autant anciennes et primitives. Des groupes « jeunes » et en pleine expansion peuvent s'adapter à de tels milieux, il ne s'agit alors pas du tout de « fossiles vivants » !

En espérant donc que nous saurons propager, hors de notre aire relictuelle, l'essentiel de ce qui nous anime, de ce qui sera utile pour impulser une autre organisation humaine.

Rodkol
Rodkol@netcourrier.com

La brioche de Monsanto

Le blé pour l'assiette, pas dans les bourses !

On pouvait lire, le 21 juillet de cette année, dans le *Times* de Taï-Peï (Taiwan), que l'annonce de l'augmentation des coûts des céréales dans le monde entier amenait à faire des comparaisons avec les années 2007-2008 quand les émeutes de la faim éclatèrent dans une trentaine de pays.

Le rapport entre le manque de blé ou d'autres céréales et le mécontentement social n'est plus à faire. C'est une vielle histoire. Déjà, une certaine Marie-Antoinette aurait eu cette phrase célèbre : « *Ils n'ont plus de pain, qu'ils mangent de la brioche !* » Si, aujourd'hui, plus personne n'oserait dire une chose pareille, les pouvoirs traitent cette affaire par le silence après que les gazettes ont abordé rapidement la question. Il semble bien que le monde va manquer de blé ou de maïs ou de soja dans les mois qui viennent. Les bourses mondiales et leurs hommes de main – les traders – ne s'y sont pas trompés. Ils ont acheté le maximum de grains possible, avant la moisson, faisant le pari que la rareté ferait grimper les prix. Dans le cas contraire, et si cela était nécessaire, un peu de rétention pourrait dans tous les cas y aider.

Nous sommes devant une situation intéressante, d'un point de vue intellectuel, pour ceux qui peuvent encore se payer une baguette chez leur boulangère, mais dans une situation dramatique pour des milliards d'autres qui, eux, n'en ont pas les moyens.

C'est un problème à, au moins, quatre dimensions : écologique, économique, sociale et politique.

La dimension environnementale

Depuis quelques années, la communauté scientifique, sous une forme ou sous une autre, appelle les pouvoirs à prendre conscience des risques liés au réchauffement climatique. Avec l'arrivée de la crise économique, les bonnes intentions officielles ont été poussées sous le tapis. C'est bien le cas des pays qui ont ratifié le traité de Kyoto et qui, comme la Russie, ont été incapables d'en appliquer les recommandations. Les autres, comme les États-Unis, ont considéré qu'ils n'étaient pas concernés et n'en ont donc pas tenu compte. De toute façon, quelles que furent les recommandations exprimées lors de ces grandes célébrations internationales, elles étaient bien en deçà des nécessités.

Ce n'est pas la première fois, semble-t-il, qu'une telle absence de pluie a lieu au printemps. Il y en aurait même eu une aux États-Unis il y a environ cinquante ans. Aujourd'hui, cet événement international doit être remis dans un contexte de dérangement climatique général. Quel va être l'effet des pluies, qui ne manqueront pas d'arriver, en tombant sur des terres craquelées, transformées en poussières ? Combien de temps leur faudra-t-il, à ces étendues, pour retrouver leur fertilité d'antan ? Cependant, ce n'est pas une catastrophe pour tout le monde. En effet, cette sécheresse terrible qui frappe les grandes plaines de blé de Russie, d'Ukraine ou des États-Unis est une bénédiction pour Monsanto, qui vient de mettre au point un maïs transgénique qui se rit de la sécheresse. En attendant, cette crise alimentaire probable ne fait qu'aggraver le marasme actuel.

Et la crise…

La chute de la production de blé, de soja ou de maïs n'a pas seulement des conséquences sur les prix du pain, elle est aussi catastrophique pour les éleveurs de bovins, mais aussi pour ceux qui élèvent des volailles. Les uns comme les autres, faute de pouvoir les nourrir, vont les céder en toute hâte aux marchands de viande. Ce faisant, si la pérennisation des troupeaux se trouve mise en péril, à terme, les industries de transformation des céréales en direction des carburants « écologiques » ou de la nourriture pour animaux ont du souci, du moins leurs employés, à se faire. Dans les pays développés soumis aux mesures d'austérité – conséquence d'une gestion des dettes particulièrement aberrante – la menace « annoncée » d'un renchérissement et d'une diminution des quantités disponibles de céréales devrait commencer à préoccuper les politiques.

Du pain et de la politique

Dans cette période de crise économique, au moment où le refrain lancinant de l'obligation de rembourser cette dette, que ne nous n'avons pas faite, sonne à nos oreilles comme une injonction incontournable, les pouvoirs économiques et politiques ont plus que jamais besoin de paix sociale. Le mouton qui se débat est difficile à tondre. Nos dirigeants savent bien que les émeutes de la faim des années 2007-2008 déstabilisèrent alors nombre de pays et furent en arrière-plan de ce que l'on appela « Printemps arabe ». Un homme, que l'on ne peut pas suspecter de sentimentalisme, le patron de Nestlé, est catastrophé ! Évoquant la politique visant à réserver des surfaces de production de plus en plus grandes pour les agrocarburants au détriment de cultures vivrières, il déclara à un journal autrichien, le 14 août dernier : « *Je m'attends à une crise de l'alimentation et de la faim encore plus grave qu'en 2008.* » C'est sans appel !

Tous nos dirigeants diront que le marché a raison, qu'il impose de faire ceci ou cela. Les traders sont ses prêtres et les économistes ses propagandistes. Soyons athéo-marchés !

Pierre Sommermeyer

presse pour 2,90 euros, les 40 militants et sympathisants ont sablé le mousseux dans la rue, aspergeant de confettis, la trentaine de CRS appelée en renfort par les RG. Pour une fois, nous n'avons pas été embarqués pour « jet de confettis », comme ce fut le cas à Poitiers lors de la fête de la musique pour les militants ayant osé faire la même chose en chantant *Hécatombe* de Brassens !

Riches violés !

Douze patrons du CAC 40, dont Christophe de Margerie (Total), Gérard Mestrallet (GDF Suez), Baudoin Prot (BNP Paribas), ont déjeuné avec François Hollande, le 23 août à l'Élysée pour protester contre le nouvel impôt sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an. Menaces de délocalisation de sièges, menaces d'exil fiscal, tout y est passé pour ces puissants lobbyistes. Hollande résistera-t-il longtemps aux cris des sirènes ?

France + DOM : 4,7 millions de chômeurs

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en France métropolitaine atteint officiellement 3 millions de personnes. Avec l'outre mer on en compte aujourd'hui 4,7 millions, dont 3,2 millions de demandeurs d'emploi étaient recensés fin juillet, dont 3,2 millions sans aucune activité (catégorie A).

On nous cache tout, on ne nous dit rien !

Au cœur de Fukushima dort une « bombe » dont les effets, en cas de nouveau séisme, seraient dévastateurs. Il s'agit d'une petite piscine en béton de onze mètres de profondeur, rempli d'eau et bourré de combustible nucléaire usagé : 264 tonnes de barres très radioactives ! Depuis un an et demi, ce bassin dit de « désactivation » repose à trente mètres du sol sur le bâtiment ébranlé du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima-Daiichi. Il n'est plus protégé ni par un toit solide ni par des murs, mais par une simple bâche de plastique blanche…

Ceci n'est pas une crise, c'est une arnaque

Un été de mauvais coups et d'attaques contre les travailleurs d'Espagne, orchestrés au nom d'une crise qui n'en finit pas de faire payer les pauvres. Mais aussi un été de luttes sociales.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

CET ÉTÉ, PAS DE CONGÉS pour les luttes sociales en Espagne. Depuis le début de l'année *Le Monde libertaire* s'est largement fait l'écho de la situation économique et politique de ce pays désormais dirigé par un gouvernement de droite. Tous les secteurs d'activité sont touchés, à commencer, bien évidemment, par les services publics : santé, éducation, pompiers et même… les flics. Responsables ? Pas les gouvernants ni les patrons, mais la crise ou, mieux, les marchés, ce nouveau concept qui a remplacé Dieu et la fatalité. Une large partie de la population a tout de même compris que la fatalité n'a rien à voir là-dedans et se refuse à admettre (salauds de pauvres !) que l'urgence, pour le gouvernement, consiste à sauver les banques et à combler le déficit de l'État et des régions autonomes. Dans un premier temps, le Premier ministre, Mariano Rajoy, la main (ferme) sur le cœur, avait juré que, non, l'Espagne ne demanderait pas l'aide de la Banque centrale européenne (BCE). Puis, avec l'affaire Bankia[1] – banque qui nécessitait 19 milliards d'euros pour son sauvetage –, le même Rajoy était prêt à accepter l'aide européenne de 50 milliards. *Le Monde libertaire*, qui n'est pas vraiment un journal financier, l'avait quand même aussitôt pronostiqué : c'est minimum 100 à 150 milliards qu'il fallait[2]. Et, effectivement, dans les semaines qui ont suivi, l'assistance de l'Union européenne passait à 60, puis à 100 milliards. Et, aujourd'hui, ce sont les régions autonomes qui frappent à la porte de l'État central : la Catalogne a chiffré sa demande (5 milliards tout de suite, peut-être 10 au total), la région valencienne (3 milliards) et Murcie (700 millions). À cela se sont ajoutées quatre autres communautés qui se sont inscrites dans la salle d'attente : Castille-La Manche, les Baléares, les Canaries et l'Andalousie. Bref, ça se bouscule au portillon et gageons que d'autres vont adresser leurs demandes à Madrid dans les semaines qui viennent.

Où trouver l'argent ? Le Conseil des ministres (qui a lieu le vendredi en Espagne) apporte son lot de mesures antisociales : les coupes budgétaires n'en finissent plus de pleuvoir, le Code du travail est sans cesse remodelé à l'avantage du patronat. Pour mieux enfoncer le clou, les députés du Parti populaire – au pouvoir – répètent comme un mantra : « *C'est la crise, c'est la faute aux marchés.* » Et, quand Rajoy annonce au Parlement, en juillet, la diminution des prestations chômage, la très chic Andrea Fabra, député membre du même parti que lui, approuve en ponctuant à haute voix : « *Que se jodan !*[3] »

Le señor Rajoy, qui a reçu, le 30 août à Madrid, la visite et le « soutien » européen de François Hollande, se veut plus rassurant que jamais et n'en démord pas : l'Espagne (aidée par la BCE) peut faire face aux appels à l'aide des communautés autonomes, mais il précise qu'il fera ce qui lui paraît « *le plus convenable pour les intérêts généraux des Espagnols* ». Formule qui ne mange pas de pain et qui ne met pas un frein aux mesures antisociales assénées chaque vendredi, comme, par exemple, l'exclusion de tous les immigrés sans papiers du système de santé.

Face à toutes ces attaques contre la population, nos camarades anarcho-syndicalistes répondent : « *Solidarité et lutte vers la grève*

générale. » Juillet a été chaud bouillant avec la « marche noire » des mineurs asturiens, qui ont mené une grève de soixante-six jours (sans paie, évidemment), avec de nombreux affrontements d'une grande violence, notamment lors d'un rassemblement devant la caserne de la garde civile à Oviedo pour soutenir cinq mineurs grévistes convoqués par la « justice ».

La grève générale, un instant envisagée par les syndicats institutionnels (UGT et CCOO), a été décommandée et reportée à… on ne sait quand. Les organisations anarcho-syndicalistes elles, appellent à la mobilisation permanente, sans délai ni trêve, ni repos, ni pacte social, ni bureaucratie, se refusant à signer la déclaration du « sommet social » du 25 juillet, déclaration appuyée par l'UGT et les CCOO, qui se contentent de souhaiter une consultation populaire pour juger de la politique gouvernementale. Partant du constat que, depuis des mois, le peuple a déjà jugé et désapprouvé cette politique, la CGT espagnole appuiera et participera activement à toutes les mobilisations ayant pour but la défense des droits des travailleurs des secteurs privé et public, contre les privatisations, les coupes budgétaires, la « réforme » du Code du travail et la politique économique et antisociale du gouvernement. Le programme d'agitation sociale devant déboucher sur une grève générale à l'automne s'annonce chargé pour septembre : le 12, mobilisations du secteur public dans tout le pays ; le 15, rebelote pour la communauté madrilène ; le 17, grève dans le secteur ferroviaire et l'enseignement ; le 26, grève générale en Euskadi et Navarre à l'appel d'une cinquantaine d'organisations, dont la CNT et la CGT. Pour ces dernières, aucune sortie de crise ne pourra être effective ni utile à la société si elle ne passe pas par un partage du travail et des richesses. La classe possédante laisse entendre que le chômage va encore s'aggraver pour, au final, s'installer durablement. En conséquence, les chômeurs actuels, et notamment les jeunes, ont peu ou pas d'espoir d'obtenir un emploi dans la décennie qui vient, ce qui est le dernier souci des gouvernants, bien plus pressés de voler au secours des banques.

Face à cette situation, la CNT appelle les travailleurs et les sans-emploi à descendre dans la rue, pour faire du chômage le problème social et politique majeur. Il ne s'agit pas de revenir à la situation antérieure à la crise, mais de rechercher des alternatives réelles et pratiques. C'est maintenant que la société dans son ensemble doit prendre conscience que le capitalisme ne fonctionne pas, qu'il est incapable de produire du bien-être, qu'il génère des inégalité en permanence, et qu'il est désormais nécessaire de construire une nouvelle économie. Dans cette optique, la CNT propose le partage du travail et des richesses par une première série de propositions :

– Réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente heures sans diminution de salaire.

– Interdiction de cumuler des emplois et des heures supplémentaires.

– Fin des stages et des pratiques gratuites dans les entreprises : tout travail doit être dignement rémunéré.

– Âge de la retraite fixé à 55 ans et interdiction de rester à son poste au-delà de cet âge.

– Période de congés payés portée à trente et un jours ouvrables annuels, et autorisation de congé maternité-paternité les trois premières années.

– Augmentation des prestations chômage (durée et montant).

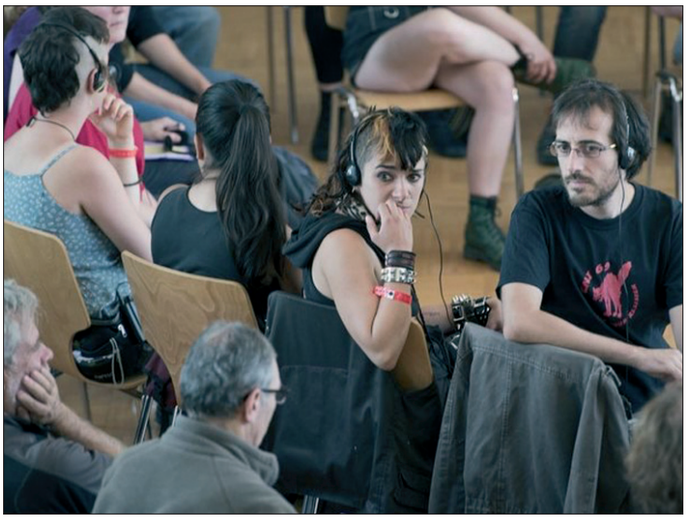
– Couverture universelle pour les chômeurs en fin de droit ou même sans droit, qui leur permet de satisfaire les besoins de base.

La liste est évidemment bien plus longue et met en évidence le fait que ces mesures peuvent difficilement s'inscrire aujourd'hui dans un cadre capitaliste, ce qui devrait faire son chemin dans la tête de plus en plus de révoltés et d'indignés. C'est bien un autre système économique qu'il va falloir imaginer (et pas seulement en Espagne). Et, à ce sujet, les anarcho-syndicalistes ont déjà prouvé, par le passé, qu'ils avaient quelques idées et qu'une société sans classes – et donc sans patronat – n'était pas une chimère, mais quelque chose de parfaitement réalisable pour peu qu'on le veuille et que l'on s'en donne les moyens.

R. P.

Responsables ? Pas les gouvernants ni les patrons, mais la crise ou, mieux, les marchés, ce nouveau concept qui a remplacé Dieu et la fatalité.

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1676 (du 7 au 13 juin 2012) : « Espagne : ni coupables, ni responsables. »
2. *Idem*.
3. « Bien fait pour eux ! » (traduction soft) ou « Qu'ils aillent se faire foutre ! » (traduction hard). Dans les deux cas on appréciera la finesse de cette « représentante » du peuple espagnol.

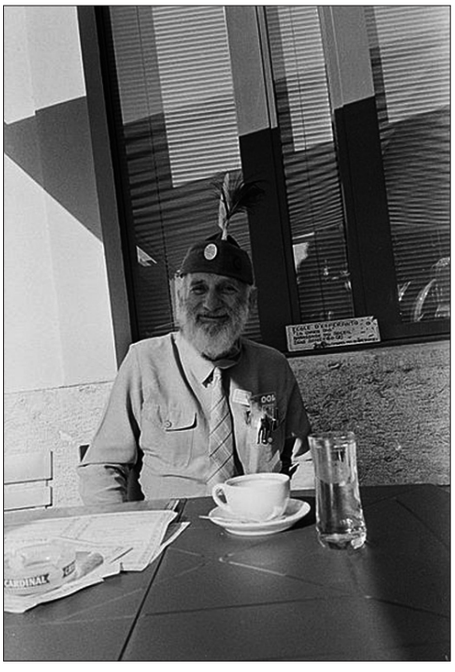


Saint-Imier AMBIAN

Du beau temps à la bonne humeur, tout à contribué à faire de cette rencontre libertaire un succès planétaire

Hugues

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste



Cet article n'a pas pour but de rendre compte politiquement de la Rencontre internationale de l'anarchisme de Saint-Imier, pas plus que de tirer le bilan du congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA)[1] qui s'est déroulé, en parallèle, du 8 au 12 août 2012. Il se veut un article d'impression (très subjective), le reflet d'une ambiance où, en règle générale, la solidarité libertaire, le respect de l'autre et de sa parole furent permanents.

Et, pourtant, dans les rues de la petite ville (4 800 habitants) se côtoyaient jour et nuit toutes les formes d'anarchistes : du rebelle marginal au « vieux » militant blanchi sous le harnois de la tradition en passant par le punk à belle crête ou l'activiste anarcha-féministe, et j'en passe… Par exemple, l'importante délégation de la Fédération anarchiste francophone (dont environ 120 militants, parmis lesquels un nombre significatif de militantes, avaient fait le déplacement), s'échelonnait de 17 à 82 ans… Le monde entier s'était de fait donné rendez-vous en pays romand où le soleil fut, heureusement, de la partie.

Nous pûmes rencontrer des compagnons et des compagnes de tous les continents : d'Afrique du Sud ou d'Amérique du Nord, du cône andin totalement représenté au Mexique, d'Israël à la Tunisie, de Biélorussie à la Macédoine en passant par la Turquie et le pays kurde ou la Serbie, du Japon à la Suède en passant par Cuba dont nous reçûmes un message fraternel. Et, bien sûr, de Suisse et de toute l'Europe, méditerranéenne ou pas, de la Grande Bretagne ou de Grèce[2], etc.

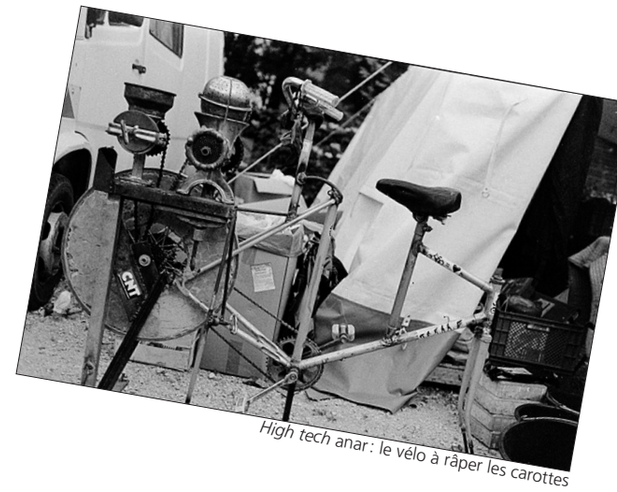
Si le programme politique fut chargé avec ses dizaines de conférences (pédagogie, actualité de l'anarchisme, géographie, lutte des femmes, philosophie, syndicalisme, histoire, santé, etc.), le programme culturel le fut tout autant avec ses concerts – de la flûte à bec aux accords punks les plus osés –, son exposition sur les affiches de la révolution espagnole (700 visites), ses cinémas permanents dont celui de la Dionyversité en complète auto-programmation, son salon du livre libertaire, sa promenade commentée sur les traces de Bakounine et Guillaume dans les rues de Saint-Imier. En bref, de bien belles journées qui, nous l'espérons, feront dates dans le renouveau de l'anarchisme au niveau planétaire.

Beaucoup de monde sur tous les thèmes, des salles trop petites bien souvent, même lors des moments les plus institutionnels comme les meetings d'ouverture ou de fermeture des journées : 800 à 900 personnes dans la salle de spectacle, c'est dire… Ce fut aussi une belle mise à l'épreuve de nos principes d'organisation : autogestion de la « bouffe », des traductions, de la logistique, des espaces… grâce aux nombreux volontaires.

Les habitants de la ville et leurs élus (eh oui !), qui ont accueilli nos rencontres, sont à remercier, car ils nous firent *a priori* confiance, ce qui est rare aujourd'hui quand il s'agit de laisser déambuler en toute liberté 4 000 à 5 000 anarchistes durant une petite semaine. Imaginez un anarchiste par habitant ! Non seulement toutes les infrastructures de la ville furent mises à notre disposition (patinoire, gymnase, espace culturel, salle de spectacle, crèche, dojo, musée, etc.), mais nous ne vîmes pas la moindre matraque (apparente) dans un rayon de 25 kilomètres. Seule la police municipale faisait ses rondes de routines et l'un de ses représentants, lors d'une réunion avec nos délégués à la Sérénité[3], avoua que son équipe s'ennuyait… Un comble, et ce d'autant que, lorsqu'il y a la fête annuelle de la ville, « *c'est Verdun* », nous déclara une autochtone. Avec les anarchistes, pas de souci. À tel point qu'un élu nous a proposé de « *refaire ça l'année prochaine* » car, nous dit un couple, « *enfin il y a de la vie* ». Même les punks à crêtes

r 2012

CE



High tech anar : le vélo à râper les carottes

Le récital de Serge Utgé-Royo

eurent leurs admiratrices. « *Moi, je les trouve très très beaux* », nous confia une vieille femme.

Mais là n'est pas l'essentiel, d'autres témoignages sont encore plus significatifs. Qui l'eut cru, l'anarchisme a été inscrit au patrimoine culturel du canton de Berne et un habitant nous avoua : « *Ça nous fait retrouver notre histoire.* » Même le boucher – n'en déplaise à certains vegans[4] parfois à la limite de l'intolérance – déclara : « *C'est bien, ça fait prendre conscience, vous êtes l'avenir de l'humanité.* » (*Re-sic.*) Enfin, les employés du funiculaire nous dirent : « *N'attendez pas cent quarante ans pour revenir.* »

Une belle fête qui a redoré le blason de l'anarchisme dans un de ses berceaux. Et comme la une, affichée sur tous les kiosques, d'un journal du canton – *Le Jura* – le constatait, les rencontres de 2012 se sont terminées « *en beauté* ». Merci encore aux animateurs de l'Espace noir et à tous les organisateurs et organisatrices sans lesquels ces rencontres auraient été impossibles. Reste à les faire fructifier afin de faire de l'anarchisme qui nous a rassemblés quelques jours une réalité tangible permettant à l'humanité de sortir de l'impasse où nous ont conduit les systèmes autoritaires. **H.**

Photo : Kanari

Tout, tout, tout…

Vous saurez tout sur Saint-Imier 2012 en lisant le hors-série du *Monde libertaire*, à paraître au mois d'octobre.

---

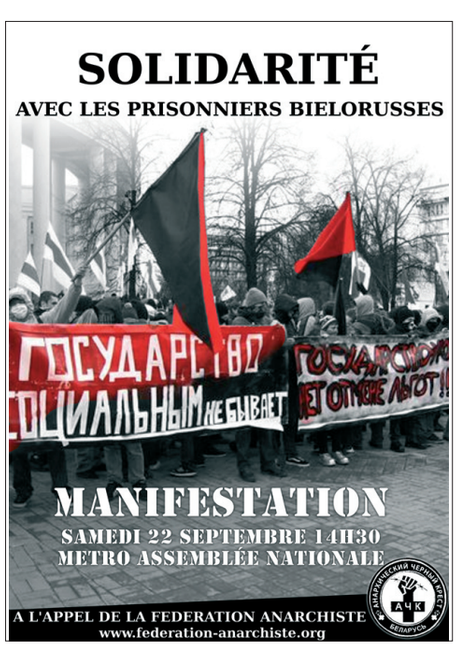
1. Un *Monde libertaire* hors-série y sera consacré en octobre.
2. Liste non exhaustive. Un point rouge, cependant : plusieurs de nos camarades du Maghreb se sont vus refuser les visas par les autorités helvétiques, et un compagnon chinois a été retenu contre son gré au pays du « communisme » finissant.
3. Dénomination de notre dispositif de sécurité assumé par les militants.
4. Contraction de «végétarien antispéciste», courant philosophique et militant plaçant tous les animaux (humains donc compris) sur le même plan, et réprouvant de ce fait la consommation de viande (*Ndlr*).

Appel à la solidarité

avec les camarades emprisonnés de Biélorussie

Journées internationales de solidarité, 22 et 23 septembre

Un régime autoritaire, des anarchistes en prison… habituel. Mais inacceptable !



Il s'est passé beaucoup de temps depuis la dernière demande de solidarité avec les anarchistes biélorusses. Aujourd'hui, nous devons admettre qu'une nouvelle vague de solidarité est nécessaire de toute urgence pour les aider à sortir de la prison. C'est pourquoi nous vous appelons à participer à des journées d'action et de solidarité avec les prisonniers politiques biélorusses les 22 au 23 septembre (le jour de l'élection du Parlement est le 23).

Les militants Ihar Alinevich, Mikalai Dziadok, Artsiom Prakapenka, Pavel Syramolatau, Aliaksandr Frantskievich, Jauhen Vas'kovich, qui ont été arrêtés à l'automne 2010 et à l'hiver 2011, puis condamnés de trois à huit ans de prison en mai 2011 pour une série d'attaques contre les symboles de l'État et du capital, finissent leur deuxième année en prison. Pendant ce temps, leurs camarades et les parents ont fait de leur mieux pour les aider à supporter leur détention et les faire libérer.

En octobre 2011, ils ont été reconnus prisonniers politiques par les *human right-watch organizations*. Ce fait a augmenté leurs chances d'être libérés plus tôt, car, en ce moment, le président du Bélarus, Alexandre Loukachenko, fait face à la pression de l'Union européenne avec exigences de libérer tous les prisonniers politiques et de les dépénaliser.

Depuis août 2011, il a pardonné déjà trente d'entre eux, mais la liberté n'a été accordée à aucun de nos camarades. Loukachenko a déclaré publiquement qu'il ne pardonnerait que ceux qui écriront la demande de grâce, admettant ainsi leur culpabilité et la lui demandant personnellement…

Tous les autres resteront en prison, a-t-il déclaré. En fait, il a été demandé plusieurs fois aux anarchistes emprisonnés de signer cette requête. Cinq d'entre eux ont refusé de le faire. Artsiom Prakapenka a signé sous pression, mais il est toujours en prison.

Désormais, il y a quinze prisonniers politiques en Biélorussie, parmi eux cinq de nos camarades plus un, emprisonné à cause de sa solidarité avec eux. Tous les prisonniers subissent différents types de pression par l'administration des prisons dans lesquelles ils sont détenus, parce que Loukachenko veut avoir le dernier mot dans cette situation et faire comme si ce n'était pas l'Union européenne qui l'obligeait à libérer les prisonniers politiques dans la crainte de sanctions plus politiques et économiques, mais comme si c'était un effet de sa bonne volonté de leur pardonner.

Nous nous opposons fermement au fait que nos camarades soient désormais échangés au bénéfice de l'Union européenne et nous condamnons la pression qu'ils subissent.

Nous appelons tout le monde à protester contre ces tortures et nous exigeons la libération immédiate des prisonniers politiques du Bélarus, y compris, bien sûr, les anarchistes.

Nous saluons les actions de solidarité de toute nature à partir de maintenant et nous souhaitons en amplifier la teneur. Nous vous demandons également de faire des actions de solidarité au moins une fois par mois et, si vous pensez que c'est possible, de continuer, même après ces journées de mobilisation. Nous avons besoin d'une pression constante sur le régime et les politiciens de l'Union européenne.

Internationale des Fédérations anarchistes
http://i-f-a.org

Turquie

Libres mais toujours poursuivis

Les 15 prisonniers arrêtés suite aux manifestations du 1er Mai à Istanbul et détenus depuis le 14 mai à la prison de Metris ont été remis en liberté le 17 août. Le procès de neuf d'entre-eux aura lieu le 25 janvier 2013. La qualification de terrorisme est tombée, il sont poursuivis pour dégradations de bien publics. C'est une bonne nouvelle.

Cependant, il reste encore plus de 2824 étudiants et étudiantes (chiffre au 31 janvier 2012) emprisonnés dans les prisons turques, dont 787 sont accusés d'être membres d'une organisation terroriste. Par ailleurs, Sevil Sevimli a aussi été libérée. Elle est cependant interdite de quitter le territoire et encourt 32 ans de prison.

De plus, dans le cadre des arrestations visant le KCK (Kurdistan Communities Union) déclenchées par les autorités turques en avril 2009, suite au succès du parti BDP (Peace and Democracy Party) aux élections municipales, ce dernier est la cible d'attaques continuelles visant ses cadres, mais également ses sympathisants ainsi que les étudiants. Près de 8000 membres actifs du BDP se trouvent actuellement derrière les barreaux, parmi lesquels plusieurs députés kurdes ainsi que de nombreux maires.

Enfin, une quarantaine d'avocats, autant de syndicalistes, plus de 90 journalistes, des milliers d'étudiants et étudiantes, et des centaines d'enfants sont actuellement détenus dans les prisons en Turquie.

Les femmes qui lisent sont dangereuses

Quant à celles qui écrivent, n'en parlons pas. Ou plutôt si, parlons-en. En Espagne, devant la menace de remise en cause de la loi du 3 mars 2010 sur la contraception et l'IVG, le secrétariat « Femmes » de la CGT espagnole, appuyé par la porte-parole de l'Union syndicale Solidaires en France, réaffirme le droit pour les femmes à disposer de leur corps, et avertit Alberto Ruiz-Gallardón, le ministre de la Santé, qu'elles s'opposeront aux positions ultraconservatrices et réactionnaires du Parti populaire au pouvoir, et de la hiérarchie catholique, qui veulent imposer un intégrisme radical et religieux. Tout au long de l'histoire, le contrôle du corps de la femme a été une obsession patriarcale tendant à faire croire que nous, les femmes, étions la propriété des hommes et que, de fait, nous étions incapables de décider par nous-mêmes de notre vie. Le gouvernement, par le biais du ministère de la Justice, a dévoilé son projet de modification de la loi, consistant à rogner les libertés, ce qui mettra en danger la vie et la sécurité des femmes en les obligeant à aller au terme d'une grossesse, y compris quand *« le fœtus présente des handicaps ou malformations »*. Rappelons qu'il avait fallu attendre 1975 pour obtenir le droit à l'avortement, et encore sous certaines conditions : seulement en cas de maladie grave, de viol ou de malformation du fœtus. C'est seulement en 2010 que le gouvernement socialiste de Zapatero a levé ces restrictions en n'imposant plus ces justifications durant les quatorze premières semaines de grossesse, et en supprimant l'autorisation parentale exigée pour les mineures de 16 ans. La remise en question de cette loi va bien évidemment entraîner une augmentation du nombre d'avortements clandestins ou pratiqués hors du pays.

Certains propos de Gallardón ont provoqué la consternation et la colère, comme par exemple cette « perle » : *« La liberté de la maternité est la seule chose qui fait des femmes de vraies femmes. »* Les femmes du secrétariat CGT considèrent cette annonce *« comme une attaque directe contre notre autonomie, menée par la droite ultraconservatrice, seulement intéressée par notre fonction de reproduction »*.

En conséquence de quoi elles réaffirment et exigent :

– Le droit du libre choix pour la femme de rester maîtresse de son corps.

– L'égalité de traitement et la gratuité de l'acte médical sur tout le territoire national.

– Une politique de contraception intégrée dans la sécurité sociale.

– Des cours d'éducation sexuelle à l'école.

– Une formation spécifique pour le personnel hospitalier, éducatif et pour celui des services sociaux.

– Une protection juridique, tant pour les femmes ayant interrompu leur grossesse, que pour le personnel médical ayant accompli cet acte.

Ces revendications doivent stopper le projet gouvernemental, et mettre un terme à des pratiques plus sournoises consistant à étrangler financièrement les cliniques qui pratiquent l'IVG et qui ont un service de planning familial.

Et puisque nous en sommes à parler de femmes qui pensent, lisent et écrivent, rappelons que, du 24 au 28 septembre, auront lieu à Valence les journées d'hommage au mouvement Mujeres Libres (Femmes libres), pour célébrer le 75e anniversaire du premier (et unique) congrès de cette formation libertaire. Les anarcha-féministes et assimilées débattront, durant ces cinq jours, des origines et des influences de leur mouvement, de son histoire, plus précisément à Valence, et de son rôle pionnier dans le féminisme ouvrier.

Rosine Pélagie
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Université de Valence, 17, avenue Blasco Ibañez, Valencia, Espagne.

Chronique de l'obscurantisme

Le testament d'un cardinal

Il s'appelait Martini, et quand JP2 commençait à décoller, les spécialistes en faisaient leur favori pour le remplacer. Ils se sont vautrés dans leur pronostic mais ce n'est pas grave, leur travail est de noircir du papier ou occuper du temps d'antenne, pas de ne pas se tromper. Il était pourtant visible que le Polonais avait tout fait pour que son successeur soit un pur réac, donc pas un « réformateur », partisan de Vatican II. Martini était jésuite, donc un gars qui a lu et qui sait se servir de ce qu'il a appris, pas un boute-en-train, pas un intégriste non plus.

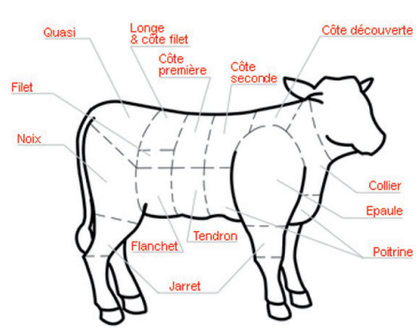
Âgé de 85 ans, sachant qu'il ne lui restait plus beaucoup de temps à vivre, il donna une interview au *Corriere della serra*. Beaucoup de médias n'en ont retenu qu'une petite phrase : « L'Église est en retard de 200 ans ». Il n'est pas faux de dire que ça résume plutôt bien le propos.

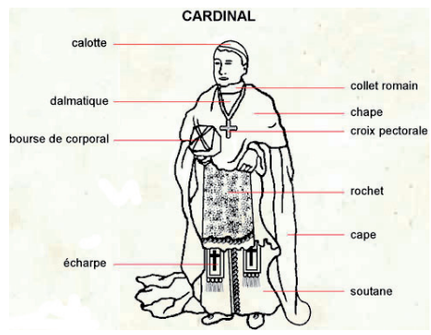
Évidemment, il ne renie pas sa foi, bien au contraire. Ce serait trop douloureux pour lui de reconnaître qu'il a toujours cru en des légendes. La question ne se pose même pas ! Non, il voit seulement que l'Église perd ses ouailles, qu'il ne reste plus que des vieillards, que les jeunes se moquent des prescriptions de l'Église en matière de sexualité et qu'en plus l'Église est assez conne pour virer les divorcés, du coup les enfants de divorcés sont perdus pour la cause ! Bref, il laisse comprendre – mais bien sûr il n'allait pas le dire explicitement, c'est quand même un jésuite ! — que la dégringolade de l'institution est la faute d'un certain nombre de ses dirigeants qui seraient simplement à la bourre de deux siècles.

En retard de 200 ans, oui si on parle de marketing, de conquête de part de marché, de démagogie, etc. Pour ce qui est de la tentative de camouflage de crimes, elle n'est pas plus à la bourre que n'importe quelle dictature, voire bien des démocraties. Et pour ce qui est de la justice, elle en est au même point, faisant payer un lampiste pour des fuites d'informations organisées par d'autres (Vatileaks).

Serait-elle de son temps, l'Église n'en serait pas moins une entreprise de décervelage, elle serait seulement moins ridicule. En quelque sorte, un ennemi plus dangereux. Ce « retard », c'est le problème de l'Église catholique en Europe et en Amérique. On peut aussi voir dans ces deux continents des religions pas particulièrement évoluées gagner du terrain. Certaines ont même bien plus de 200 ans de retard, développant chacune leur propre forme de créationnisme, c'est-à-dire qu'elles font tout ce qu'elles peuvent pour se rapprocher de l'époque à laquelle ont été rédigés les comtes et légendes sur la création du monde, niant des siècles de découvertes scientifiques…

Le Furet





Danger!
Homme contre Nature

Jean-Pierre Tertrais

La société humaine peut enrichir mais aussi détruire le monde naturel. Le social et le naturel s'interpénètrent constamment, les problèmes écologiques ne peuvent être dissociés des problèmes sociaux. La question fondamentale est : comment reconstruire la société pour rendre harmonieux les rapports entre l'être humain et la nature ?

Les négociations sur le climat qui se sont tenues à Durban (Afrique du Sud) en novembre-décembre 2011 ont accouché d'une « feuille de route », une « avancée significative » en langue de bois, un « nouvel échec » en termes réels, puisque même la question cruciale de la déforestation a été quasiment éclipsée. Après l'abandon de la Russie, du Canada et du Japon, les signataires ne représentent plus que le dixième des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). L'avenir est des moins contraignants : 2015 pour aboutir à un accord global en 2020 ! Autant dire, utiliser une brouette pour transporter un hémiplégique à l'hôpital le plus proche !

Alors que le changement climatique semble être plus rapide que prévu, l'œil rivé sur les Bourses mondiales, chacun défend ses intérêts et refuse toute phase de restrictions sur les émissions de GES. Les pays industrialisés reconnaissent du bout des lèvres leur responsabilité historique dans le désastre écologique à l'œuvre depuis plus d'un demi-siècle. Les pays émergents ne veulent pas prendre le risque de réduire leur dynamisme économique. C'est en parfaite connaissance de cause que les élites dirigeantes, toutes tendances confondues, ont créé cette situation. Le dilemme est terrible : aujourd'hui, ou bien on s'acharne à préserver la planète et on torpille l'économie, ou bien on s'active à doper l'économie et on saccage ladite planète ! Ce que résume bien la vice-présidente en charge du développement durable à la Banque mondiale : « *Les forêts ne peuvent pas être préservées si les gens ont faim.* » Sept milliards d'individus, dont une bonne partie fascinée par la technoscience, était-ce une fatalité ?

Logique de profit, logique de mort

Pendant des millénaires, l'activité productive des hommes, reposant essentiellement sur la chasse, la pêche, la cueillette, puis l'agriculture et l'élevage, s'est discrètement intégrée aux mécanismes de l'écosystème naturel. Tout s'accélère avec la révolution industrielle. Devenant de plus en plus abstraite, la science économique, inséparable de l'histoire du rationalisme occidental, intègre pleinement le dogme mécaniste. Dangereuse illusion d'un savoir qui, tout absorbé à contempler ses équilibres internes, se croit autonome par rapport à la réalité écologique. L'environnement a été subordonné aux besoins de l'activité économique et considéré comme un ensemble de ressources illimitées, les nuisances environnementales se traduisant par des coûts qui ne devaient pas être intégrés dans les calculs, c'est-à-dire « externalisés », donc reportés sur l'ensemble de la société et surtout les générations futures.

Le capitalisme n'a pas seulement réussi à dresser les salariés, les individus les uns contre les autres, il a réduit l'homme à ses deux seules fonctions de travailleur et de consommateur, il a opposé l'homme à la nature, l'écologie à l'économie. Une économie – et surtout une sphère financière – totalement déconnectée du réel, et qui s'impose comme finalité des conduites individuelles et des décisions collectives. Alors que la gestion des écosystèmes, élaborée depuis des millénaires, ne peut se concevoir que sur le très long terme, la recherche de l'accumulation du profit maximum opère sur le court terme. Alors que la logique du vivant consiste à maximiser des stocks (la biomasse) à partir du rayonnement solaire, l'économie capitaliste maximise des flux marchands en épuisant des stocks naturels. La nature transforme des déchets en ressources (économie cyclique), le capitalisme industriel fait l'inverse (économie linéaire). Alors que les écosystèmes non perturbés se diversifient, accroissant par là-même leur stabilité dans le temps, la gestion humaine, en privilégiant les variétés économiquement performantes, introduit l'uniformisation et l'instabilité. La reproduction du capital n'assure pas celle de la biosphère. C'est-à-dire en définitive une logique du vivant (photosynthèse) contre une logique de mort (marchandise, profit). Il est révélateur qu'un sol « mort » ait plus de « valeur » qu'un sol « vivant » (un espace vaut 10 à 100 fois plus comme terrain à bâtir que comme ensemble naturel !). Par ailleurs, le mode de calcul du PIB ne tient aucun compte de la dépréciation du capital naturel (eau, air, minerais, énergies fossiles, forêts…). Avant l'invention du feu, l'homme primitif ne dépensait que 2 000 à 3 000 kilocalories par jour (pour sa nourriture) ; aujourd'hui l'Européen dépasse 150 000 kilocalories ! Parallèlement, la période de doublement de la population mondiale est d'environ 1 500 ans du néolithique au milieu du XVII^e siècle, contre trente-cinq ans pour la fin du XX^e siècle. Une situation explosive !

Nous avons profité, sans les entretenir, des services rendus par les écosystèmes : nourriture, fibres, matériaux, ressources génétiques,

épuration des eaux, fixation des sols, pollinisation, beauté des paysages… Nous avons oublié, ou ignoré, que les êtres vivants les plus « ordinaires » – que nous avons souvent qualifiés de « nuisibles » – (animaux, végétaux, mais aussi bactéries, virus, champignons…) assurent ce travail indispensable à notre survie. Nous avons considéré les sols comme des substrats inertes dans lesquels il fallait injecter de l'azote, du phosphate, du potassium. Nous avons bousculé les haies, les talus, refuges des oiseaux et des insectes, parce qu'ils constituaient des obstacles à la rentabilité de la mécanisation. Nous n'avons augmenté la production agricole qu'en utilisant dix à vingt fois plus d'énergie que nos ancêtres, avec par conséquent un rendement énergétique plus faible. Nous avons voulu façonner le monde à un rythme fou, avant de pouvoir comprendre l'ensemble des processus naturels qui régissent les interactions entre les organismes vivants de la biosphère (effets de synergie, de seuil, d'amplification, d'irréversibilité). Bref, nous avons considéré la « civilisation » comme la lutte permanente contre la nature.

Et c'est avec effarement que nous découvrons aujourd'hui qu'aucune disparition d'espèce n'est réellement compensable ; que chaque écosystème est unique, que sa destruction est souvent irréversible, malgré une grande capacité de résilience ; que les mécanismes de la nature sont des systèmes complexes et dynamiques, qui ne se soumettent pas à la modélisation comme des systèmes linéaires. Nous prenons conscience avec stupéfaction que les molécules chimiques empoisonnent les différents milieux de vie, que les stocks d'énergie fossile s'épuisent, que le climat menace de s'emballer, et que les solutions techniques censées résoudre les problèmes que nous avons créés pourraient bien n'être que des mirages. Est-ce si surprenant pour une civilisation qui semble avoir cessé de respecter la vie ?

Coopérer ou périr

Il est plus que temps de repousser les assauts des scientistes arrogants : on peut utiliser le passé sans être passéiste ; on peut s'opposer au progrès aveugle sans s'opposer aveuglément au progrès. Comme l'exprime Dwight Macdonald dans *Le socialisme sans le progrès* : « *La culture d'aujourd'hui est imprégnée par la pensée scientifique, à un degré tel que des individus modérés et rationnels réagissent à la moindre mise en doute du progrès comme un fondamentaliste du Tennessee à qui l'on exposerait les théories de Darwin.* » Constatant que les créations humaines tendent de plus en plus à s'affranchir de leurs créateurs, il est plus que temps de se livrer à une « interprétation écologique de l'histoire », de penser la complexité (analyse des relations, approche globale, mise en évidence des niveaux d'organisation, éclairage multidisciplinaire), de réinventer notre rapport à la nature, c'est-à-dire de (re)devenir des observateurs attentifs du monde naturel ; de travailler avec, et non pas contre, cette nature ; de respecter le rythme et les propriétés du vivant ; de rendre compatibles nos modes de production avec les limites de la biosphère ; de retrouver des savoir-faire aujourd'hui disparus ou abandonnés. La « bio-économie » prétend réconcilier deux logiques qui n'auraient jamais dû s'opposer. « *La grande mission des individus n'est pas de conquérir la nature par la force mais de coopérer intelligemment et amoureusement avec elle* », écrivait Lewis Mumford, philosophe de l'environnement influencé par la pensée politique anarchiste, et en particulier par Élisée Reclus.

La société humaine peut enrichir mais aussi détruire le monde naturel (et il sera plus difficile et plus coûteux de reconstruire la nature que d'élaborer un autre système économique) ; le social et le naturel s'interpénètrent constamment, ainsi les problèmes écologiques ne peuvent être dissociés des problèmes sociaux. La question fondamentale devient donc : comment reconstruire la société pour rendre harmonieux les rapports entre l'être humain et la nature ? Il apparaît évident, comme l'exprime Murray Bookchin, qu'il faille remettre en cause la notion même de domination. Les différentes formes de domination économique et culturelle (entre générations, entre sexes, entre groupes ethniques), l'émergence des hiérarchies, des classes, de l'État ont en effet accéléré la domination de la nature par l'homme.

Accéléré et non créé, car la réalité est probablement plus complexe. D'une part, des sociétés non hiérarchiques ont pu dégrader leur environnement. Contrairement au mythe du bon sauvage vivant en harmonie avec la nature, nos ancêtres chasseurs-cueilleurs ont parfois surexploité jusqu'à l'extinction les populations animales qu'ils traquaient, en l'occurrence la mégafaune, l'ensemble des espèces animales de grande taille. D'autre part, des sociétés hiérarchisées (monde islamique, Extrême-Orient) n'ont pas engagé, comme l'Europe, un processus dynamique de transformation du monde, de croissance économique, c'est-à-dire de détérioration du monde naturel (même si ce n'est plus vrai aujourd'hui, notamment pour la Chine). L'erreur funeste serait de croire, comme la plupart des trotskystes notamment, qu'il suffirait de résoudre la question sociale pour traiter le problème écologique.

Quoi qu'il en soit, si l'humanité veut assurer son avenir, elle devra réinstaurer la primauté du politique sur l'économique, cesser la course à la productivité et la compétition pour le contrôle des ressources, remettre en cause une complexité de l'organisation sociale qui la fragilise, s'attacher à percevoir un intérêt général, à maintenir la diversité mais dans l'unité, à prioriser la couverture des besoins vitaux (alimentation, santé, éducation, culture), les technologies « écologiques », les structures à échelle humaine, à promouvoir la participation, l'engagement, la responsabilité individuelle, la solidarité, la recherche d'un développement qualitatif. Il faut tout autant se méfier d'une idéologie qui exige le sacrifice du présent au profit de l'avenir que d'une société qui condamne ses descendants par des choix irréversibles. Il n'y aura d'avenir que dans l'élévation de l'homme. **J.-P. T.**

Tout est à tous !

André

Cercle libertaire Jean-Barrué 33

Dites-moi, compagnons et vous aussi compagnes, qu'est-ce que nous ferons une fois que la révolution aura triomphé ? C'est-à-dire une fois que nous aurons chassé les maîtres étatiques, les capitalistes et les militaires et aussi tous les pontifes religieux…

Nous pouvons trouver une réponse dans *La Conquête du pain* de Kropotkine, livre édité en 1892 chez Stock et déposé au ministère de l'Intérieur de cette même année. Mon édition date de 1900.

À l'époque, chez les militants, personne ne doutait de l'imminence de l'événement révolutionnaire. Et il s'agissait de rien moins, pour les libertaires, que d'instaurer le communisme anarchiste.

Élisée Reclus, qui fit la préface de *La Conquête du pain*, écrivait : « *La révolution qui s'annonce s'accomplira donc, et notre ami Kropotkine agit en son droit d'historien en se plaçant déjà au jour de la révolution pour exposer ses idées sur la reprise de possession de l'avoir collectif dû au travail de tous* » (p. XI)…

On pourra sourire de leur optimisme et même rire ; et on aura grand tort.

Rappelons que, presque dix ans plus tard, en 1905, en Russie, l'agitation populaire était extrême et que 1917 allait voir le triomphe de la révolution d'Octobre. Rappelons que, dès 1936, soit une vingtaine d'années encore plus tard, en Espagne, les recommandations de Kropotkine passaient directement de son livre à la réalité quotidienne : nombre d'ouvriers et de paysans de ce pays qui avaient lu *La Conquête du pain*, ou du moins qui en avaient connaissance de bouche à oreille, mirent *illico* en application les idées de Kropotkine.

Nous nous retiendrons donc prudemment de rire et de sourire car on sait maintenant que l'histoire qui se déroule nous réserve assez régulièrement d'énormes surprises : des bonnes et des mauvaises.

Et nous négligerons également ceux qui nous traitent de doux rêveurs idiotement optimistes ; et, de même, nous nous garderons d'un pessimisme parfaitement inutile. En effet, sans illusions excessives, il ne s'agit que de préparer jour après jour, patiemment, un monde qui nous convienne…

Par ailleurs, nous avions souligné que le « peuple », le prolétariat, bref, ceux qui souffrent, que le peuple, dis-je, a montré, au cours du temps, sa grande capacité à supporter son malheur avec une « longue patience », et ce avant que de se mettre en branle.

Kropotkine revient sur cette qualité quand il écrit : « *Avec ce dévouement héroïque qui a toujours caractérisé le peuple et qui va au sublime lors des grandes époques, il patiente. C'est lui [le peuple] qui s'écriait en 1848 : "Nous mettons trois mois de misère au service de la République"* » (p. 25).

Pour Kropotkine, dans *La Conquête du pain*, cette longue patience ne peut déboucher que sur une expropriation finale qui rendra à la communauté tout entière, oui, à tous, ce qui

Partis à la conquête du pain, les anars ont pétri à Saint-Imier.

lui appartient : « *Tout est à tous, puisque tous en ont besoin, puisque tous ont travaillé dans la mesure de leurs forces et qu'il est matériellement impossible de déterminer la part qui pourrait appartenir à chacun dans la production actuelle des richesses* » (p. 14).

À l'époque, cette expropriation ne s'imaginait que par une action qui « *écarte les obstacles par la force et [...] se réalise violemment par la Révolution* ».

Depuis, un certain nombre de renversements, de bouleversements sociaux, appelés souvent des révolutions, se sont succédé sans pour autant qu'aucune nous convienne totalement. Car, comme l'écrivait Raymond Chandler dans son polar *La grande fenêtre* : « *Ce qu'il y a d'embêtant avec les révolutions, c'est qu'elles finissent toujours par tomber dans les mauvaises mains.* »

Kropotkine, de retour en Russie en 1917, et après que les bolcheviques eurent pris le pouvoir, déclarait de même à des compagnons, entre autres à l'Espagnol Pestaña : « *Les communistes, avec leurs méthodes, au lieu de mener le peuple vers le communisme, finiront par lui en faire détester même le nom.* »

Qu'est-ce que nous ferons une fois que nous aurons chassé les maîtres étatiques, les capitalistes et les militaires et aussi tous les pontifes religieux ?

Oui, notre optimisme relatif est malgré tout mis à rude épreuve par les événements historiques ; et les derniers printemps arabes, porteurs d'espoirs irraisonnables, en ont déçu beaucoup qui croyaient, inconsidérément, que les mentalités allaient changer du jour au lendemain : ils oubliaient de prendre en compte les pesanteurs sociales immémoriales et les habitudes de soumission profondément ancrées, tout autant que les croyances religieuses.

Il n'empêche, que ferons-nous une fois que la révolution aura éclaté ?

Les réponses de Kropotkine sont incroyablement détaillées et, pour dire notre pensée, un peu dépassées et datées dans l'expression, mais par ailleurs profondément vraies.

Faut-il relire *La Conquête du pain* ? Bien sûr que oui, mais sans doute avec d'autres yeux que ceux des compagnons espagnols de l'époque. Il faudrait revisiter le texte et en extraire les idées essentielles qui restent toujours productives. À nous de les adapter aux conditions actuelles.

Mais qu'écrivait donc Kropotkine ?

Que ce que produisent les humains n'est pas le résultat de leurs besoins mais procède essentiellement de l'esprit de profit financier de quelques-uns.

Que les humains se sont habitués à une organisation sociale organisée de haut en bas et centralisée et qu'il s'agit de renverser cette situation figée puis de repartir de la base selon un principe de libre entente, de libre contrat, etc.

Qu'il faut abolir le salariat qui n'est jamais la contrepartie du travail, valeur impossible à calculer, que ce soit en heures travaillées, en matière grise insérée, en héritage des efforts et des trouvailles des générations passées. Du terrassier au médecin, chacun a droit à la même part de gâteau. Ce que, un peu prosaïquement, on nommera la prise au tas.

Bien des objections peuvent être avancées aux propos de Kropotkine. Par exemple : que ferons-nous des fainéants ? Objections de pinailleurs qui ne sont pas gênés plus que ça par ceux qui aujourd'hui ne produisent rien.

Kropotkine a réponse à tout et à bien d'autres arguments encore ; sans toujours nous convaincre nous-mêmes et sans que l'on partage son inaltérable optimisme.

Aussi, pour conforter notre optimisme relatif d'aujourd'hui, et bien que par ailleurs nous ayons été critiques, à raison, des conséquences néfastes de la mondialisation capitaliste et de ses délocalisations économiques, on s'est plu à noter, comme en contrepoint, la naissance, en plusieurs endroits du monde, d'un mouvement des « indignés », mouvement acéphale, qui certes nous semble bien modeste en ses revendications, mais qui présente un aspect plutôt sympathique dans ses expressions diverses : celui de ne pas vouloir prendre le pouvoir. Il y a là comme une ouverture…

Un peu à contrecœur, en faisant la moue, les « vrais » révolutionnaires semblent pourtant suivre avec intérêt ce mouvement.

Si révolution il y aura, elle ne se fera plus « dans un seul pays », mais dans plusieurs, et avec des mûrissements divers, avant d'embraser la planète entière. Les moyens en seront sans doute et en quelque sorte inédits, sûrement autres que ce que nos penseurs révolutionnaires ont imaginé jusqu'à maintenant.

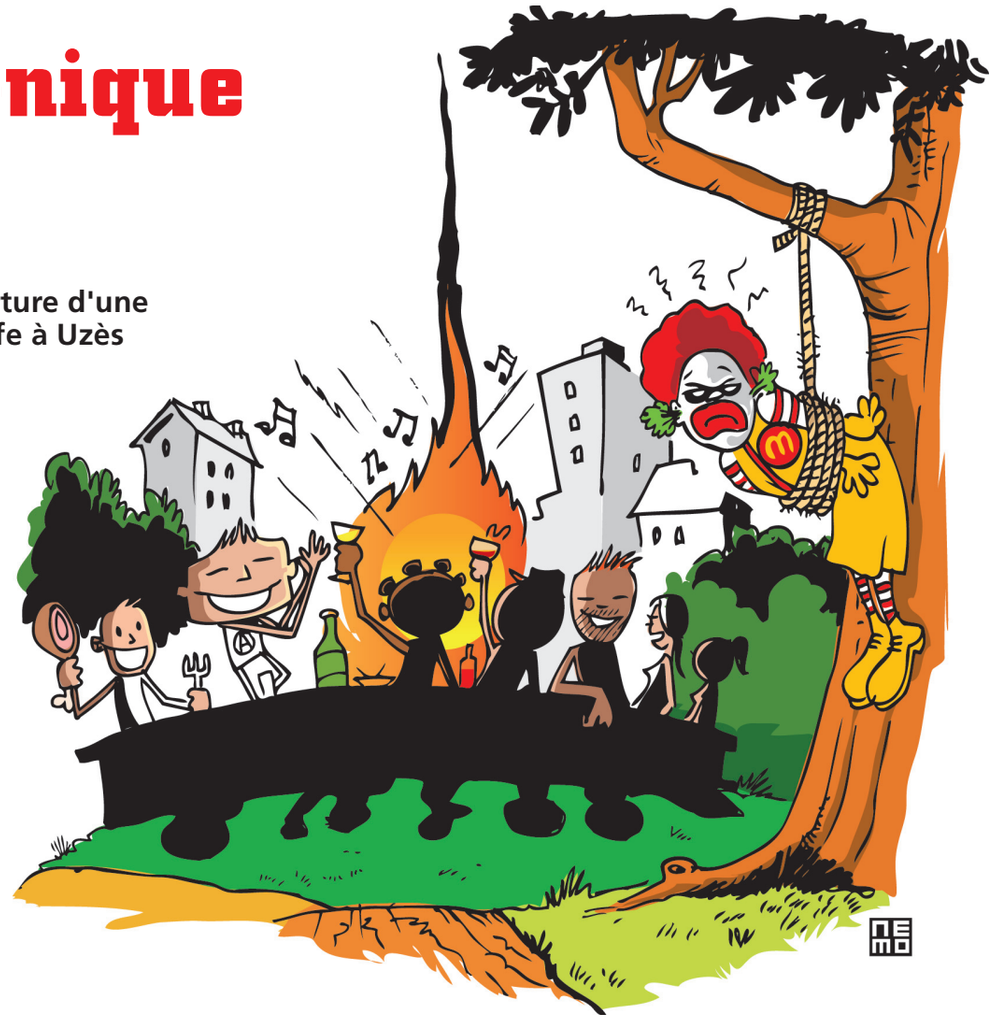
Mais puisqu'il faut nous armer pour la révolution qui vient, ce sera d'abord d'une grande, très grande et très longue patience !

Allez, en attendant les beaux matins qui chantent, vous pouvez rêver… et agir ! **A.**

Pierre Kropotkine, *la Conquête du pain*, éditions du Sextant, 14,90 euros, est disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (par correspondance, ajouter 1,50 euros pour le port)

Un pique-nique citoyen

Pour se démarquer de l'ouverture d'une multinationale de la malbouffe à Uzès



Alors que le clown américain continue sa colonisation économique par le biais de ce que certains appellent encore de la nourriture, certains citoyens ont décidé de marquer le coup à leur façon en organisant un pique-nique.

L'organisation de cet événement n'est officiellement confiée à personne. Volonté, de fait, de ne mettre personne ni aucune organisation militante ou politique en avant. Là, on retire tout égo pour mettre en avant l'acte symbolique.

Sur place, dans la vallée de l'Eure, des tables sont installées et, au fur et à mesure, des plats divers remplissent le vide et des discussions effacent le silence. On se rencontre, on échange.

Quelques médias sont venus et, si une radio annonce la présence d'une trentaine de personnes, à 20 heures, ce sont presque 150 individus qui finissent par être réunis.

Des personnes de la mouvance associative uzètienne, mais aussi des touristes passant par là et qui, attirés par la convivialité, découvrent des idées et des goûts différents. Ce qui a attiré certaines de ces personnes, c'est, entre autres, la mise en avant d'une nourriture locale et de qualité, le lien social, la contestation face à une multinationale, la présentation d'une nourriture végétarienne, etc.

Quant à la « petite boutique de l'horreur » alimentaire, elle mise son coup de pub sur l'emploi. Évidemment, vu le chômage, ça marche. Reste à savoir, quand on met une éthique de vie en avant, si on a envie de bosser là-dedans. Dans ce cas-là, pour beaucoup, la faim justifie les moyens…

Quant à l'éthique, le capitalisme sait surfer avec, et voilà le triste clown qui met également en avant l'écologie et le bio dans ses menus ! On pourra utiliser le terme adéquat « se refaire la façade », car ce n'est rien d'autre qu'une façade, quand on connaît son fonctionnement dans d'autres pays.

Pour l'anecdote, de source sûre, puisqu'elle vient du principal intéressé : les managers de cette boutique vendent de la merde, mais ils ne veulent pas la manger. Ils ont demandé à un chef cuisinier, militant pour Slow Food, d'organiser le repas d'inauguration ! Inutile de vous dire que cela fait bien rire !

Pour en revenir au pique-nique, on pourra peut-être, en tant que militant, regretter un manque d'engagement à long terme pour construire une alternative à l'un des symboles de la colonisation économique. Une prise de conscience est toujours bonne à prendre, mais la construction d'une lutte est toujours plus jouissive, c'est là que l'individu est plus que jamais vivant. Quand il montre sa capacité à créer et à s'organiser dans une lutte à long terme. À ce sujet, le boulot ne manque pas !

Des questions syndicales se posent, d'hygiène de vie alimentaire, de nourriture locale, de colonisation, de déforestation, de végétarisme et bien d'autres questions que peut soulever un mode vie construit par et pour le capitalisme.

Alors ? À nous de jouer !

Tristan
Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

Trois nouvelles liaisons de la Fédération

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org
Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org
Enfin une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste.org

Chiendent, le bien nommé

Bonne nouvelle pour les anarchistes orléanais : le Chiendent[1] a rouvert ses portes le 2 juin, dans les locaux complètement restaurés, après trois ans de fermeture.

Le Chiendent, c'est ce lieu associatif et autogéré, ouvert par une poignée de militants en 2005 en plein cœur d'Orléans, et qui avait pris très rapidement sa place dans le paysage social et politique local ; son incendie, en 2009, avait laissé un grand vide chez les militants, pour qui il était devenu non seulement un lieu de convergence, mais un véritable symbole de l'alter-politique.

Le projet du premier Chiendent, initié par des membres d'Attac 45 proches ou impliqués dans le mouvement libertaire, visait à permettre une plus grande autonomie locale du mouvement social et à faciliter les actions directes en offrant un lieu de rassemblement et de coordination des luttes sociales.

Point de rencontres spontanées, lieu de rendez-vous de toute la racaille anticapitaliste et antifasciste de l'Orléanais, lieu de débat, d'échanges d'idées, le Chiendent était – et redevient rapidement – un lieu d'animation avec programmation de concerts, de soirées-jeux ou repas. Un lieu, également, de convivialité où l'on peut se retrouver autour d'un verre pour refaire un monde qui en a bien besoin.

Le Chiendent ne bénéficie d'aucune subvention (n'ayant pas la certification « reconnu d'utilité publique ») et les locaux n'appartiennent à aucune collectivité ni entreprise susceptible d'exercer des pressions. Fin juin, le Chiendent comptait déjà plus d'une centaine d'adhérents (l'« ancien » en avait compté jusqu'à 450) ; sachant que les cotisations et les recettes du bar sont les seules rentrées d'argent, il faut espérer que les militants en trouveront rapidement le chemin.

Au Chiendent peuvent adhérer uniquement les individus et les collectifs, mais pas les partis ni les organisations politiques ; garantie d'une indépendance et d'une liberté indispensables, mais peut-être aussi une des raisons de la désaffection du lieu par des mouvements politiques en 2008-2009…

Les premières réunions du groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste se sont tenues au Chiendent, ainsi que celles de la CNT-45, nouvellement reformée, permettant ainsi la rencontre de personnes éparpillées sur tout le département. Nous savons ce que nous devons au Chiendent et l'importance qu'il a eue pour nous. De même le collectif libertaire orléanais y avait vu le jour et y tenait ses quartiers.

Cerise sur le gâteau : la rénovation a été menée par l'un des porte-parole des sans-papiers qui avaient occupé la cathédrale d'Orléans en 1996, concrétisant ainsi les valeurs de solidarité et d'amitié qui prévalent ici. Les salles ont été entièrement refaites (flambant neuves) et disposent d'un vrai chauffage, ce qui évitera désormais d'abréger les réunions hivernales.

Pour commencer, le fonctionnement se fera sur la base des anciens statuts, avec une assemblée générale par mois. Une assemblée générale constitutive aura lieu le samedi 15 septembre afin de constituer un bureau et de voir si des aménagements statutaires sont nécessaires. Un grand merci à Charlie, sans qui le Chiendent n'existerait pas, et qui m'a fourni les précisions qui me manquaient pour cet article.

L'éléphant sage,
Groupe Gaston-Couté
de la Fédération anarchiste

*. Le Chiendent, 259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans.

Jeudi 13 septembre

Jeudi noir (19 h 30) Notre Bibliothèque Jeudi noir accueille Olivier Razac, philosophe, sur le thème de la distinction entre une philosophie patricienne et une philosophie plébéienne.

Vendredi 14 septembre

Les Oreilles libres (14 h 30) Avec le groupe suisse Flimmer, trio basse, basse, batterie, à l'occasion de leur tournée qui les mènera le soir même à la cantine de Belleville à Paris.

Samedi 15 septembre

Hôtel Paradoxe (23 heures) Poésie sonore, chanson-minute et performance Invité : Jérôme Bertin qui viendra nous parler de son roman *Le Patient* à paraître aux éditions Al Dante.

Dimanche 16 septembre

Des mots, une voix (15 h 30) recevra Claude Mouchard dans une émission spéciale Corée pour ses participations à la traduction de *L'inscription de la terreur* de Yi Sang (Les petits matins), La revue *Po & sie* numéro 139-140 et pour *Une feuille noire dans la bouche* de Ki Hyongdo (Circé). Nous recevrons aussi Karine Médrano pour *Attendre avant de crever* (Kirographaires).

Mardi 18 septembre

Pas de quartiers… (18 heures) L'équipe du groupe Louise-Michel reçoit en direct les animateurs de la Bibliothèque La Rue… histoire, souvenirs et perspectives…

Paroles d'associations (19 h 30) Le Génie des Jardins à l'occasion d'une manifestation artistique organisée dans les jardins du 11e arrondissement de Paris du 23 au 30 septembre.

Mercredi 19 septembre

Blues en liberté (10 h 30) Autour de Scrapper Blackwell, guitariste cherkee et accompagnateur de Leroy Carr, gloire d'Indianapolis.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent avec Les Voix Cidulées : Trio vocal féminin de chanson française.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Vendredi 14 septembre

Paris XIe

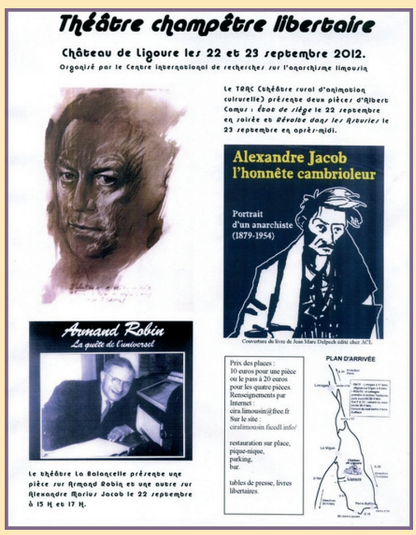
19h30. «Blues en liberté» remet ça! La dernière fois était projeté un film sur le club d'Antone's au Texas. Pour cette rentrée c'est *Gunsmoke* où l'on peut voir sur scène Muddy Waters, Big Joe Turner, Big Mama Thornton et George «Harmonica» Smith. C'est pendant un week-end de novembre 1971 qu'une équipe de tournage d'une série télé (*Gunsmoke* Fumée de revolver) constatent qu'une tournée de grands bluesmen (sans oublier la chanteuse Big Mama, l'interprète originale du hit d'Elvis Presley «Hound dog») sont dans les parages. Amateurs de blues,Ils saisissent l'occasion, filment les concerts et interviewent les musiciens qui racontent leurs débuts sur scène… Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 22 et dimanche 23 septembre

Ligoure (87)

Théâtre champêtre libertaire organisé par le Centre international de recherches sur l'anarchisme limousin (CIRA). Au programme, 4 pièces (place assises à 20 euros) :

État de siège et *Révolte dans les Asturies* d'Albert Camus, par le Théatre rural d'animation culturelle. *Alexandre Jacob, l'honnête cambrioleur* et *Armand Robin, la quête de l'universel* par le théatre de la Balancelle. Au Château de Ligoure (au sud de Limoges), restauration à prix libre sur place, pique nique, camping, parking, bar, tables de presse, espace mômes etc. Navette possible avec la gare de Limoges. Contact pour info et réservation : cira.limousin@free.fr



À partir du 21 septembre

Paris VIIIe

Anne van der Linden est la vedette d'une expo de peintures intitulée *Amour vache*. Galerie Les singuliers, 138, bd Haussmann.

Samedi 15 septembre

Monde

Journée Internationale de solidarité avec les chauffeurs-livreurs de Domino's Pizza en Australie, sous la bannière de la GTWA.

dominosworkersolidarity@gmail.com

Paris XIe

16h30: rencontre avec Justhom pour son livre *Un brûlot sous l'éteignoir, De la tendance des pouvoirs politiques à mettre en veilleuse le mouvement associatif* (Les Éditions Libertaires). L'auteur, fort de ses convictions libertaires, passe au crible le mouvement associatif de ses origines à nos jours, pour lui reprocher ce rendez-vous manqué avec l'émancipation des individus et l'autogestion, pour regretter qu'il soit devenu ce vaste conglomérat plus ou moins aux mains, par le jeu des subventions, d'arrivistes et de chefaillons politiques de tous bords.

Samedi 22 septembre

Monde

À l'initiative de groupes et organisations des États-Unis, et soutenu par de très nombreuses organisations, journée d'action mondiale contre les gaz et pétroles de schiste. Plusieurs actions sont prévues en France, aussi bien en région parisienne que dans le Sud.

Besançon (25)

18 heures, pot de rentrée à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Organisé par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. À 19 heures: spectacle de café-théâtre avec le trio Jean Val et Gé. Une heure de chansons et de sketchs sur des thèmes de société. 20h30: Utopies et mouvements autogestionnaires. Intervention de Michel Antony, spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier et des utopies, suivie d'un débat à 21 heures Entrée libre. Salle Battant, 48, rue Battant.

Lundi 24 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection débat, *Europe, l'insurrection qui vient* (53 minutes), organisé par la CNT 25. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Mercredi 26 septembre

Besançon (25)

20h30: Projection débat: *Les Insurgés de la Terre* (54 minutes), organisé par le Resto trottoir. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Jeudi 27 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection débat: *Squatt, la ville est à nous* (94 minutes), organisé par la CNT 25 à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz. Entrée libre.

Vendredi 28 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection débat: «Vu d'en bas: des Tunisiens de Lampedusa à Paris» (71 min), organisé par le Scalp Bezak. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Samedi 29 septembre

Merlieux (02)

19 heures: repas anar. Dans le cadre de la Fête du livre, le groupe Kropotkine organise un repas anar concocté par l'écrivain-maître queue Benoist Rey, qui dédicacera ses *Mémoires incomplètes* parues en coffret aux Éditions libertaires. Ce bourguignon à prix modique sera suivi d'un concert gratuit du Trio Jazz Pascal Bréchet. Buvette. Athénée Libertaire 8, rue de Fouquerolles. Inscription au 0323801709.

SOLIDARITÉ

AVEC LES PRISONNIERS BIELORUSSES

MANIFESTATION

SAMEDI 22 SEPTEMBRE 14H30
METRO ASSEMBLÉE NATIONALE

A L'APPEL DE LA FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org

АНАРХИЧЕСКИЙ ЧЕРНЫЙ КРЕСТ
АЧК
БЕЛАРУСЬ